APRÈS TOUT, À QUI APPARTIENT CETTE TERRE ?

UN GUIDE POUR LA DÉCOLONISATION

Peter McFarlane & Nicole Schabus

« Je vous souhaite une merveilleuse expérience en vous décolonisant vous-mêmes »
– Arthur Manuel –

APRÈS TOUT, À QUI APPARTIENT CETTE TERRE?

Edited by
Peter McFarlane and Nicole Schabus

Traduction en français merci à
Le Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques
(CSIA-Nitassinan)

© 2017 Federation of Post-Secondary Educators of BC

Version en française:
© 2020 Federation of Post-Secondary Educators of BC

Autorisations

Les utilisateurs peuvent copier et redistribuer le matériel dans n'importe quel support ou format selon les conditions suivantes: Vous devez accorder le crédit approprié, fournir un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été apportées. Vous pouvez le faire de toute manière raisonnable, mais en aucun cas suggérant que le donneur de licence vous approuve ou approuve votre utilisation. Vous ne pouvez pas utiliser le matériel à des fins commerciales.

Si vous transformez ou construisez sur le matériel, vous ne pouvez pas distribuer le matériel modifié. Vous ne pouvez pas appliquer de termes juridiques ou de mesures technologiques qui empêchent légalement les autres de faire tout ce que la licence permet.

Avis: La licence peut ne pas vous donner toutes les autorisations nécessaires pour votre utilisation prévue. Par exemple, d'autres droits tels que la publicité, la vie privée ou les droits moraux peuvent limiter la façon dont vous utilisez le matériel.

Library and Archives Canada Cataloguing

Whose land is it Anyway? A Manual for Decolonization
Peter McFarlane et Nicole Schabus (l'éditeurs)

Écrits par Taiaiake Alfred, Glen Coulthard, Russell Diabo, Beverly Jacobs, Melina Laboucan-Massimo, Arthur Manuel, Kanahus Manuel, Jeffrey McNeil-Seymour, Pamela Palmater, Shiri Pasternak, Nicole Schabus, Senator Murray Sinclair et Sharon Venne.

Art de couverture: Christi Belcourt
Conception graphique:
Charles Dobson et l' équipe Red Rising

Table des matières

Préface – *Bev Sellars*

Partie I: Le Mécanisme du colonialisme

Tout est une question de terre 10
Taiaiake Alfred

Le Titre de la Couronne: un mensonge légal 14
Sharon Venne

De la dépossession à la dépendance 18
Arthur Manuel

L'Indian Act : La fondation du colonialisme au Canada 22
Russell Diabo

Part II: Le Renouveau

La lutte populaire: Defenders of the Land et Idle No More 28
Arthur Manuel

Le blocage: un lieu de rencontre du droit 32
Shiri Pasternak

Leçons de Wesahkecahk 36
Melina Laboucan-Massimo

La décolonisation: lutter en première ligne 42
Kanahus Manuel

Décoloniser la Violence contre les femmes autochtones 47
Beverly Jacobs

La résistance Two-Spirit 52
Jeffrey McNeil-Seymour

L'Université Dechinta Bush: éducation fondée sur la terre et renaissance autochtone 57
Glen Coulthard

Aller à l'international pour décoloniser 62
Nicole Schabus

Part III: Le Chemin de la Réconciliation

À partir du discours de l'assemblée 2017 68
Sénateur Murray Sinclair

La décolonisation signifie récupérer notre pouvoir 73
Pamela Palmater

PRÉFACE

Bev Sellars

J'imagine souvent ce qui aurait pu arriver si les nouveaux arrivants avaient été respectueux des peuples autochtones. Je me demande ce que nos vies auraient été si nous avions appris les uns des autres et pris le meilleur des cultures de chacun? Nous avons librement et généreusement partagé notre connaissance de la terre pour aider les nouveaux arrivants à s'adapter à leur nouvelle vie. Ils seraient morts sans notre aide, comme ce fut le cas pour nombre d'entre eux.

La population des Amériques était solide, en sécurité et forte lors des premiers contacts. L'île de la Tortue était un monde vieux de plusieurs milliers d'années où des centaines de cultures prospéraient avec leurs propres gouvernements et leurs lois. Mais la pensée arrogante des nouveaux arrivants en fit le « Nouveau Monde » dont l'histoire commençait seulement avec leur arrivée sur les côtes.

À cette époque, tout comme aujourd'hui, dans la vision autochtone du monde la terre est sacrée. Les nouveaux arrivants auraient pu apprendre l'importance de prendre soin de la Terre-Mère et de lui permettre de continuer à offrir son extraordinaire abondance. Les enseignements autochtones nous disent que la terre et les eaux nous fournissent tout ce dont nous avons besoin pour survivre. Les nouveaux arrivants avaient un point de vue différent. Pour eux la terre devait être conquise et exploitée. En conséquence, au fil du temps, l'abondance de la Terre-Mère fut détruite par une économie étrangère fondée sur le profit monétaire. Ce n'est que récemment que ces enseignements à propos de la Terre-Mère ont pénétré les esprits de quelques-uns de ces nouveaux arrivants.

Le réchauffement climatique, les eaux polluées et d'effroyables normes environnementales sont finalement reconnus pour ce qu'ils sont. Les autochtones de ce pays connaissaient et pratiquaient un mode de vie intelligent et durable pendant des milliers d'années avant l'arrivée des

Occidentaux. Imaginez à quel point notre environnement serait plus sain si ce mode de vie était respecté au lieu d'être considéré comme une pratique « païenne ».

Sur l'île de la Tortue, les femmes jouaient un rôle égal, et parfois même, dans certaines tribus, plus élevé dans la gouvernance. Les nouveaux arrivants auraient dû apprendre combien les femmes sont importantes dans n'importe quelle société. Au lieu de cela, les nouveaux arrivants s'assurèrent que les femmes, autochtones ou non, n'aient aucun droit et soient au service des hommes. Cela fut source de chaos dans les gouvernements autochtones. Les femmes autochtones devinrent les cibles premières d'une violence qui continue aujourd'hui.

L'île de la Tortue avait des communautés florissantes où le partage et la contribution fournissaient à chacun une place précieuse dans la société. Sur l'île de la Tortue, les chefs avaient la responsabilité de s'assurer que l'on s'occupait de tout le monde et que leurs propres besoins passaient en dernier, afin qu'un équilibre soit maintenu. La culture des nouveaux arrivants, consistant à amasser le plus possible pour soi-même, était l'exact opposé. Aujourd'hui l'aide sociale est endémique pour celles et ceux qui n'ont pas de place dans la « société ». Malheureusement, cela concerne une grande majorité de personnes autochtones.

Imaginez le niveau d'éducation que nous aurions pu atteindre si nous avions appris les uns des autres. Nos systèmes d'éducation n'avaient pas à être en conflit, mais les cultures autochtones furent écrasées et interdites. Nous aurions dû essayer de comprendre nos différences au lieu de les mettre hors la loi et de décréter que les peuples autochtones étaient des êtres inférieurs. Imaginez la confiance en soi de la jeunesse autochtone qui aurait appris qui elle est et serait fière d'apprendre les voies empruntées par leurs ancêtres. Imaginez l'avantage pour les nouveaux arrivants de s'y initier.

Au lieu de cela, la plupart des jeunes autochtones ont perdu cette connexion, et beaucoup d'entre eux succombent à la faible estime de soi, aux drogues, à la dépression et même au suicide. Les nouveaux arrivants ont écarté beaucoup de personnes autochtones de leurs cultures et ont créé des poches de pauvreté dans presque toutes les réserves de ce pays.

Mon rêve est que cela ne soit jamais arrivé. Au lieu de cela des maladies furent apportées ici, face auxquelles les peuples autochtones n'avaient aucune immunité. Cela permit aux nouveaux arrivants de pénétrer plus facilement dans les communautés autochtones et d'y semer le chaos. La dépossession et les lois racistes ont produit une longue liste de problèmes sociaux pour les peuples autochtones. Les écoles résidentielles sont l'exemple le plus clair de la tentative d'imposer l'incroyable stupidité raciste de la Loi sur les Indiens.

Le monde s'est emparé des aliments, des langues, des médicaments, des sports autochtones, amélioré ses moyens de transport et renforcé sa stratégie militaire et de gouvernement. L'architecture autochtone s'est propagée dans d'autres parties du monde et l'art autochtone est toujours fortement demandé aujourd'hui. Ce ne sont là que quelques contributions des peuples autochtones au monde. D'incroyables contributions pour lesquelles les peuples autochtones n'ont pas été crédités jusqu'à une date récente. Au lieu de cela, afin de justifier la revendication illégale des nouveaux arrivants sur les maisons autochtones, le cinéma, la littérature, les manuels d'histoire et la société nous ont présenté comme des sauvages qui avaient besoin d'être sauvés.

Le Canada a célébré son 150ème anniversaire. La plupart des peuples autochtones ne l'a pas célébré avec lui. Les 150 dernières années ne nous ont apporté aucun progrès. Imaginez si nous pouvions dorénavant changer cela. Imaginez si les lieux où nous vivions nous, peuples autochtones, avaient été répartis sur la base de l'égalité que nous avions imaginée.

J'ai toujours dit que la plus grande force des personnes autochtones est le partage. Même aujourd'hui, alors que nous sommes les plus pauvres au Canada, nous survivons grâce à notre culture du partage. Je dis aussi que l'une de nos plus grandes faiblesses avec les nouveaux arrivants a été de partager, car cela leur a donné du pouvoir. Imaginez si nous pouvions réparer les torts? Que se passerait-il si nous osions croire qu'il est encore possible de le faire ? La vérité est que, si vous êtes armé de la connaissance, vous avez le pouvoir d'en faire une réalité.

Ce manuel, qui a été soutenu par la British Columbia Federation of Post-Secondary Educators (FPSE), est fait pour vous transmettre ce savoir. Il rassemble certains des universitaires et activistes autochtones les plus importants, ainsi que des alliés, afin d'explorer les impacts de la colonisation sur les peuples autochtones et d'entrevoir les chemins vers une décolonisation qui puisse réparer ces torts et puisse, un jour, nous conduire vers une vraie réconciliation. J'ai été honorée d'être invité à participer à la tournée 2017 du FPSE et je suis honorée de faire partie de ce remarquable manuel qui rassemble plusieurs des plumes parmi les plus brillantes et passionnées du monde autochtone d'aujourd'hui.

Bev Sellars *a été la cheffe de la Première nation Xat'sull (Soda Creek) à William Lake, en Colombie-Britannique, pendant plus de vingt ans, et elle est maintenant l'une des membres de son conseil. Elle possède un diplôme en histoire de l'Université de Victoria et un diplôme en droit de l'Université de Colombie-Britannique. En 2013, elle a publié* They Called Me Number One *qui revient sur son enfance dans le système des écoles résidentielles indiennes. Le livre a remporté le prix George Ryga Award for Social Awareness, et a été nommé pour le Hubert Evans Non-Fiction Prize en 2014.*

I

LE MÉCANISME DU COLONIALISME

Christi Belcourt & Isaac Murdoch

TOUT N’EST QU’UNE QUESTION DE TERRE

Taiaiake Alfred

Depuis plusieurs générations, nous les autochtones, avons pris part à une lutte sans merci à la vie et à la mort pour notre survie, pour le respect de notre humanité, la restauration de notre nation originelle, et la reconnaissance de nos droits. Pendant tout ce temps, une poussée constante de mémoire ancestrale coulant dans nos veines nous a donné de la force, nous a réanimés et fait dont de ténacité, de rage, de patience et d'amour, afin que les nôtres puissent continuer à exister et afin que les générations qui ont encore à émerger de la terre puissent se connaître elles-mêmes comme le véritable peuple de leur terre. Les voix de nos ancêtres continuent à nous appeler, à nous dire que tout est une question de terre ; que cela a toujours été et le sera toujours… Récupérez-la, retournez-y. Nous nous sommes battus pour la terre et pour notre connexion à elle. Depuis cinq cents ans, c'est ce combat pour restaurer les relations vivantes entre nos ancêtres, notre terre et nous-mêmes qui nous a définis en tant que peuple autochtone, et c'est cette bataille qui a assuré notre survie face à l'ignorance et à la violence.

Maintenant que nous avons prouvé que nous n'accepterons pas l'annihilation, nous nous trouvons dans une période de réconciliation. Réconciliation ? Comme beaucoup de mes sœurs et de mes frères, j'éprouve une difficulté à comprendre ce que nous essayons de réconcilier. Le temps du combat est-il révolu ? Sommes-nous passés de l'autre côté du cauchemar que constitue l'histoire ? Avons-nous décolonisé ce pays ? Réconciliation : l'invitation de la part du Canada à partager les restes de l'assujettissement et de la dépossession de nos nations. Quel cadeau avarié, et quelle fausse promesse. Se réconcilier avec le colonialisme ne peut pas guérir les blessures que les colonisateurs ont causées à notre existence collective. Le principal tort de la colonisation est que les relations vivantes entre notre peuple et notre terre ont été rompues. Par la fraude, l'abus, la violence et la simple force du nombre, la société blanche nous a maintenus dans cette situation de réfugiés et de clandestins sur nos propres terres et nous a empêchés de maintenir les relations physiques, spirituelles et culturelles nécessaires la poursuite de notre existence en tant que nations.

Notre combat est loin d'être terminé. Une chose est sûre, la nécessité d'une conscience vigilante en tant que peuple autochtone est plus forte que jamais. La réconciliation est une recolonisation parce qu'elle autorise le colonisateur à conserver ses attitudes et sa mentalité, et ne remet pas en cause son comportement vis-à-vis de notre peuple ou de la terre. C'est une recolonisation car elle dit aux enfants autochtones que le problème de l'histoire est réglé. Pourtant, ils savent à travers leur expérience que les choses n'ont pas changé et qu'elles s'aggravent, jusqu'à ce qu'ils en concluent que c'est eux le problème. Si la réconciliation est autorisée à régner, notre jeunesse va supporter les conséquences de cette recolonisation et porter une tension à l'intérieur d'eux-mêmes telle qu'il est très difficile si ce n'est impossible de vivre avec. Et de fait, nous voyons déjà les résultats révoltants de cette guerre psychologique sur notre jeunesse à travers les vagues, choquantes et récurrentes, d'autodestruction et de suicide qui affectent chacune de nos communautés.

Quand tu apprends que tu es autochtone, que cela est ta terre, que tu as une connexion spirituelle à ce lieu et que ton honneur, ta santé et ton existence dépendent de tes relations avec cette rivière, avec ces animaux, avec ces plantes, quand on t'enseigne que c'est le vrai et bon chemin pour vivre et que tu en es dépositaire culturellement et spirituellement, mais que tu n'es pas capable ou autorisé de vivre quoi que ce soit de cela… Qu'arrive-t-il à une personne, à une âme, à un esprit ? Ce qui en émerge n'est pas la paix, le pouvoir, la vertu mais une psychopathologie de masse caractérisée par des identités discordantes, des personnalités aliénées, et le pire de tout une culture de la violence contre les siens nourrie d'une détestation de soi insolvable. Malheureusement, cela devient typique chez les personnes autochtones, et typique je pense de la réalité sociale qui se formera à l'ère de la réconciliation.

Les prétendus cadeaux de la réconciliation ne peuvent rien faire si ce n'est aggraver les choses car, paradoxalement, les personnes éduquées expérimentent cette maladie de l'âme plus que les autres. Les personnes éduquées savent mieux que personne qu'il n'y a aucune sortie possible de cette dynamique malade du colonialisme.

Il n'y a vraiment aucun moyen de décoloniser à partir de ce paradigme de la réconciliation. La seule voie est de s'en défaire par la renaissance d'une Indigénéité authentique fondée sur la terre. Nous devons montrer à nos jeunes qu'ils ont le pouvoir de résoudre les angoisses profondes et les désordres psychologiques qui les affectent en reconnaissant et en respectant les dons puissants dont recèle leur mémoire ancestrale. Le chemin pour combattre la colonisation passe par la reculturation de soi et le recentrement de soi sur ses terres natales.

Est-ce que quelqu'un se rappelle du rapport de la Commission Royale sur les Peuples Aborigènes? Tant de travail fut investi dans ce document, provenant de tout le pays et prenant en considération les perspectives et les voix de toutes les régions, les générations et les segments de nos peuples autochtones. Entre 1992 à 1996, nous avons connu un moment enivrant, quand la phase juridique et politique de la lutte de nos peuples était à son paroxysme, les voix de nos ancêtres ont résonné dans la sagesse des paroles portées par nos mères de clans, nos chefs et notre jeunesse. Ce qu'ils dirent à la commission d'une seule voix est que tout est question de terre. Dans une rare démonstration d'intégrité et de respect de la part du gouvernement, les membres de la commission ont écouté et les voix de nos ancêtres ont résonné dans les multiples et épais volumes et du rapport complet de la Commission qui affirma clairement et avec insistance que ce qui était nécessaire pour parvenir à la décolonisation complète du Canada était un transfert massif de terres aux peuples autochtones. Le besoin de restituer nos terres à nos nations était vrai en 1996 et continue à l'être aujourd'hui. Une notion de réconciliation qui réorganise le système politique, réforme le droit et promeut l'économie est toujours coloniale à moins et jusqu'à ce qu'elle se concentre sur notre relation à la terre. Sans une restitution de la terre à nos nations et un soutien financier d'envergure pour que la jeunesse autochtone puisse revendiquer, renommer et réoccuper ses terres natales, et faire ce qui sera nécessaire pour garantir sa propre survie et celle des générations à venir en tant que peuple authentique. Sans cela, la réconciliation est une recolonisation.

Les voix de nos ancêtres ne cessent de nous appeler et leur sagesse continue à couler dans nos veines.

Nous avons juste besoin de commencer à les écouter: tout est une question de terre.

Taiaiake Alfred *est docteur de l'Université de Cornell, écrivain, éducateur et activiste de Kahnawake et professeur de Kanien'kehaka de renommée internationale à l'Université de Victoria. Il a fondé et dirigé le programme Indigenous Governance et a été gratifié d'une chaire Canada Research entre 2003 et 2007 et du prix national Aboriginal Achievement. Il est l'auteur de* Wasáse: Indigenous Pathways of Action and Freedom, Peace, Power, Righteousness: an Indigenous Manifesto, *et de* Heeding the Voices of Our Ancestors.

LE TITRE DE LA COURONNE: UN MENSONGE LÉGAL

Sharon Venne

Red Rising Magazine

La plupart des Canadiens pensent que d'une certaine façon le Canada a acquis un titre de propriété formel sur cette terre il y a 150 ans avec le British North American Act, le document fondateur du pays. Ce n'est pas le cas, ce qui est clairement reflété par le fait que le Canada est toujours en train de négocier désespérément avec des centaines de Premières nations pour qu'elles renoncent, une bonne fois pour toutes, à leurs titres de propriété sur les terres que leur a donné le Créateur.

Aujourd'hui encore, il est donc clair que le Canada et ses provinces qui furent créés par un acte du Parlement Britannique en 1867 n'ont aucune autorité inhérente sur nos territoires. La création de l'État repose sur le mensonge de ce « titre sous-jacent » sans grande prise en considération de ses implications. Ou alors, si le parlement britannique ou la chambre des Lords se sont penchés sur la question, à un moment donné la décision fut prise d'essayer tout simplement de spolier nos nations de leurs droits.

Nous voyons la poursuite de ce même mensonge légal aujourd'hui dans le processus du traité de la dite Colombie-Britannique, qui est clairement un simulacre. Ce n'est pas une procédure de traité. Il n'aborde pas les véritables questions liées au titre sous-jacent. La politique de la terre du Canada repose sur le postulat que le titre est conféré à la Couronne et que les Indiens ne font que des « réclamations » pour nos terres et nos territoires.

Les Britanniques ont utilisé la Doctrine de la Découverte pour affirmer leur autorité et juridiction sur nos territoires à travers l'île de la Tortue. Il s'agissait d'empêcher d'autres colons d'affirmer leur juridiction. La Couronne Britannique envoya des représentants par-delà les océans jusqu'au rivage de notre île. Ce qu'ils virent, ils le voulurent. Il n'y avait qu'un seul problème. Les terres et les ressources étaient alors utilisées par nos nations. Dans le but d'avoir accès à nos territoires, la Couronne britannique édicta la Proclamation royale de 1763 pour gouverner les sujets. Cette Proclamation était destinée aux sujets de la Couronne dans leur tentative d'accéder à nos territoires. Il y a trois aspects importants dans la Proclamation Royale : 1) Dans le but d'accéder aux terres et aux territoires des « nations ou tribus indiennes », un accord ou un traité était nécessaire; 2) Si les sujets de la Couronne étaient à l'intérieur des

territoires des nations ou tribus indiennes, la Couronne avait l'obligation de les déplacer (ils seraient considérés comme des occupants sans droit ni titre); 3) Les accords ou traités seraient passés uniquement si les Indiens « le désiraient ». En conséquence les traités devenaient des prérequis à l'accès des sujets de la Couronne aux territoires autochtones.

Le processus de création des traités, parti de l'Est progressa vers l'Ouest et au Nord; quand les colonisateurs atteignirent les Montagnes Rocheuses, ils cessèrent de conclure des traités avec nos nations.

À l'exception des traités passés sur l'île de Vancouver et dans une petite section de la partie nordest de ce qui est désormais appelé Colombie-Britannique, le reste de la présente province demeura exclue des traités demandés par les directives de la Couronne Britannique.

En 1972, la Cour internationale de justice – à laquelle certaines personnes se réfèrent comme le tribunal du monde – a émis un avis consultatif à propos des droits des peuples autochtones dans le cas du Sahara oriental. La Cour a invalidé les concepts de découverte, de conquête et de terra nullius – les terres vides, inhabitées. Nos nations n'ont jamais été découvertes: nous n'étions pas perdus. Nous n'avons pas été conquis. Nos territoires n'étaient pas des terra nullius – la Cour internationale de justice a indiqué qu'il fallait un traité en amont afin d'entrer dans nos territoires. La Colombie-Britannique et de vastes régions du Canada n'avaient pas de traités avec les colonisateurs. Au lieu de cela, le Canada a essayé de manipuler la procédure du traité. Cette politique plonge nos nations dans l'endettement puisque nos petites nations sans budget doivent emprunter pour faire face aux dépenses générées par les négociations avec le Canada. L'ironie de tout ce processus n'échappe pas à nos anciens : « Pourquoi empruntons-nous de l'argent pour parler de nos terres ? ». À cela s'ajoutent les décisions unilatérales répétées du Canada qui change sans cesse les politiques et les directives. Le Canada ne fait aucune tentative pour avoir une vraie relation de traités fondée sur la confiance et la bonne foi. C'est à sens unique. C'est par ailleurs contraire aux directives des nations unies.

Cela apparut clairement lors de la création de la politique fédérale du Canada sur les revendications territoriales en 1986. C'est une politique. Ce n'est pas une loi. Cela n'est pas basé sur les éléments de la Proclamation Royale de 1763. Le Canada continue à rechercher la

certitude [du titre] essentiellement par l'extinction de facto du titre autochtone. La plupart des déclarations récentes contiennent une clause : « Cet accord constitue le règlement définitif concernant les droits autochtones au Canada y compris le titre ancestral de propriété sur les terres des nations ». Si nos nations n'ont pas de titre, pourquoi l'État dépense-t-il tant d'argent et de temps pour obtenir des nations qu'elles signent les clauses d'extinction d'un accord de règlement des revendications territoriales ?

Il n'y a aucune volonté de la part du Canada de rechercher la coexistence telle qu'elle est définie dans la proclamation Royale qui reconnaît le droit de propriété à nos nations sur nos terres et la nécessité d'un traité pour y avoir accès Qu'il y a-t-il de si difficile à comprendre ? La propriété éliminerait la pauvreté. Elle entraînerait nos nations à la place qui leur revient au sein de la famille des nations. À l'évidence, l'État du Canada a un intérêt personnel à entretenir le mensonge.

***Sharon Venne**, avocate et membre de la nation Cree, a travaillé sur la Déclaration des nations unies sur les droits des peuples autochtones et avec les communautés des Premières nations pour la mise en œuvre de leurs propres systèmes juridiques. Elle a joué un rôle important dans les luttes nationales et internationales de nombreux peuples autochtones, dont les Cree du Lubicon et la nation Dene. Elle a un master en droit de l'Université d'Alberta, et est actuellement doctorante, écrivant sa thèse sur les droits issus des traités pour les peuples autochtones et le droit international.*

Gord Hill

DE LA DÉPOSSESSION À LA DÉPENDANCE

Arthur Manuel

Le colonialisme a trois composantes : la dépossession, la dépendance et l'oppression. Les peuples autochtones sont exposés à ces forces tous les jours de leur vie.

Cela a commencé par la dépossession: nos terres nous ont été volées. L'étape suivante a consisté à s'assurer que nous étions placés dans une situation d'entière dépendance vis-à-vis des intrus afin qu'ils puissent contrôler chacun des aspects de nos vies et s'assurer que nous n'étions pas à même de nous soulever pour récupérer nos terres.

Pour ce faire, ils nous ont privés de notre capacité à subvenir à nos besoins en tentant de nous couper l'accès à nos terres. Mon père, dans son livre The Fourth World, décrit comment cela se déroula en Colombie-Britannique en nous encerclant littéralement en dehors de nos terres. Soudain, nos terrains de chasses, nos endroits dédiés à la pêche, nos lieux de cueillette des baies et autres lieux de rassemblement furent rendus inaccessibles par des clôtures puis par un labyrinthe de régulations, alors que notre bois était transporté au loin et nos terres vidées de leurs minéraux. Cela n'avait même jamais été envisagé par notre peuple.

Même quand nous permîmes aux nouveaux arrivants de s'implanter sur notre terre, il était impensable que soudainement nos terres nous seraient fermées.

Nous étions soudainement regroupés dans des réserves sous l'autorité d'un agent indien et on nous octroyait quelques outils de jardinage pour notre subsistance. Dans certaines régions, où la terre était particulièrement fertile et où les peuples autochtones parvenaient à générer de petits surplus et essayaient de les vendre, les fermiers blancs locaux se plaignaient de la compétition et des lois furent ainsi passées nous interdisant de vendre notre production. Il est important de noter que notre pauvreté n'est pas un produit dérivé de la domination mais une composante essentielle de celle-ci.

Bien entendu, il n'était pas facile de nous tenir éloignés de notre terre. À l'époque de mes grands-parents, il n'y avait pas d'aides sociales. Notre peuple continuait à survivre en retournant discrètement sur nos terres, pêcher, chasser, récolter des baies et travailler de façon saisonnière en tant que fermiers, hommes de main dans un ranch ou dans les bois.

Nous devions trouver des moyens de gagner de l'argent tout au long de l'année et rassembler une part signifiante de nourriture provenant de nos terres entourant la réserve.

Les aides sociales furent introduites un peu tard, et là encore leur objectif principal semblait être de nous maintenir parqués dans nos réserves. Quand elles furent introduites pour la première fois, les gens étaient en fait réticents à les accepter. L'agent indien vint et dit que le gouvernement était sur le point de nous donner une « allocation sociale » et notre peuple eut immédiatement des soupçons.

Il y avait un grand débat dans la réserve sur le fait de savoir si nous devions l'accepter ou non. Les gens essayaient de comprendre pourquoi l'homme blanc offrirait de nous donner cela et personne n'y parvenait. J'étais jeune alors. Les gens essayaient toujours de deviner ce à quoi l'homme blanc pensait, et nous n'y arrivions jamais. Les choses étaient toujours très délicates avec les Blancs. Vous pouviez écouter ce qu'ils disaient mais souvent ce qu'ils disaient n'avait aucun sens. Je me rappelle de gens venant voir mon père pour lui demander s'ils devaient prendre l'allocation sociale ou non. Parce qu'il travaillait sur la rivière pour la compagnie forestière, mon père avait plus de contacts avec l'homme blanc, donc les gens lui demandaient toujours ce qu'il pensait.

Il leur disait que s'ils en avaient besoin, ils devaient le prendre. La logique était que cela nous était dû car ils avaient clôturé nos terres et nous avaient repoussés loin de la rivière sur une réserve minuscule. Mais pour mon père, ce n'était jamais plus qu'une mesure provisoire. Il a dédié sa vie à essayer de récupérer notre terre et notre droit de nous gouverner par nous-mêmes.

Dans l'immédiat, les chèques des allocations sociales allaient jouer un rôle majeur de pacification. Cela signifiait pour notre peuple de passer moins de temps sur ses terres et permettait à l'homme blanc d'y introduire toutes sortes de nouvelles lois nous interdisant de chasser, de pêcher et de poser des pièges sur nos territoires. Quand ces mesures furent mises en place, le Canada tel que nous le connaissons aujourd'hui était finalement créé. Les peuples autochtones, alors qu'ils jouissaient de 100 % de l'espace territorial, furent réduits par les colons à un patchwork minuscule de réserves qui ne représentent que 0,2 % de l'espace territorial du Canada, les colons revendiquant 99,8 % pour eux-mêmes.

C'est, en termes de superficie, le vol de terre le plus important de l'histoire de l'humanité. Cette dépossession massive de terre et la dépendance qui en résulta ne furent pas seulement une humiliation et un appauvrissement instantané, elle dévastèrent notre vie sociale, politique, économique, culturelle et spirituelle. Nous continuons à en payer le prix tous les jours à travers une pauvreté accablante, des relations sociales brisées et trop souvent en mettant fin à nos vies par désespoir.

Mais cela a toujours fait partie du plan. Nous avons été isolés et affamés alors que notre terre générait des revenus fabuleux à partir du bois, des minéraux, du pétrole et du gaz et des productions agricoles. Nous devions rester enfermés sur nos 0,2 % de réserves jusqu'à ce que nous mourions de faim et finissions dans les bas-fonds de la ville et progressivement disparaissions en tant que peuples.

Notre dépendance n'est pas un accident de l'histoire. Elle est au cœur du système colonial. Notre pauvreté n'est pas un accident, le résultat de notre incompétence ou de notre mauvaise chance, elle est intentionnelle et systématique. Le génie du système canadien tel qu'il a évolué est qu'aujourd'hui notre pauvreté et notre misère sont en réalité administrées par notre propre peuple. Dans un esprit qui semble profondément insultant, ce système est même désigné comme un « gouvernement autonome ». L'autonomie, telle que la conçoit le gouvernement canadien, est un système au sein duquel nous administrons notre propre pauvreté.

La dépendance construite sur ce système peut briser le cœur. J'ai déjà entendu une fois une jeune personne dans la réserve disant qu'elle ne pourrait pas attendre jusqu'à ce qu'elle soit éligible pour recevoir ses propres chèques d'allocation sociale. Leur futur est bien sombre. Voilà à quoi se résume l'espoir qu'ils peuvent avoir. Toucher leurs propres allocations sociales.

C'est à cela que conduit le colonialisme : une dépendance complète et absolue. Quand c'est le mieux auquel les gens peuvent prétendre, il n'est pas étonnant que le taux de suicide chez nos jeunes soit parmi les plus élevés dans le monde.

Nous ne pouvons pas résoudre ces problèmes par un nouveau programme ou de nouveaux services conçus par Ottawa ou administrés par leurs agents dans nos communautés. Ou en nous réconfortant ou en larmoyant quand vous évoquez notre misère. Il n'y a qu'un seul programme pour mettre fin à cette dépendance, à ce désespoir, et il consiste se débarrasser du poids mortifère du colonialisme qui en est la cause. Pour que nous ayons à nouveau accès notre terre et que les colons reconnaissent enfin le titre que notre Créateur nous a donné.

Arthur Manuel *fut l'un des géants du mouvement autochtone au Canada et à l'international. Il a été chef de la bande Neskonlith Indian dont il faisait partie et président du Conseil tribal de la nation Shuswap et aussi co-président du Caucus nord-américain et du Caucus autochtone global du Forum permanent des nations unies sur les peuples autochtones. Il est aussi le co-auteur, avec le Grand Chef Ronald Derrickson, du livre primé* Unsettling Canada : A national Wake-up Call. *Arthur Manuel est décédé en janvier 2017. Lorimer Press a publié son second ouvrage, co-écrit avec le Grand Chef Derrickson, à l'automne 2017.*

LA LOI SURE LES INDIENS – LA FONDATION DU COLONIALISME AU CANADA

Russell Diabo

Julliet 1901. Treaty Time, Little Forks, Rainy River. Photo MB Archives

Depuis 150 ans, au Canada, le mécanisme de l'oppression demeure tristement familier. Depuis la période antérieure à la Confédération jusqu'à aujourd'hui, l'Loi sur les Indiens reste au fondement de la colonisation canadienne des peuples autochtones. Bien qu'il ait été amendé à de nombreuses reprises depuis son adoption en 1876, au 21ème siècle l'Loi sur les Indiens conserve toujours les principaux fondements de protection, de contrôle et de civilisation (entendons assimilation).

La section Interpretation 2.1 de l'Loi sur les Indiens fournit des définitions clés d'« Indien », de « bande », de « liste de la bande », du « conseil de la bande », des « monnaies indiennes », du « registre indien », de « membre d'une bande », de « réserve » et d'autres termes utilisés par les bureaucrates d'Ottawa et par les politiciens pour les règlementations et les politiques coloniales. La Section 2.1 autorise le cabinet fédéral à créer de nouvelles « bandes », comme la bande Qalipu récemment créée à Terre-Neuve.

L'Loi sur les Indiens était le plan de liquidation initial adopté par le Parlement Canadien il y a près de 140 ans afin de faire éclater les nations autochtones en bandes, mettre en place des réserves indiennes séparées, conserver un registre des Indiens jusqu'à ce que l'assimilation soit complète; pour que les individus « Indiens au sens de l'Loi sur les Indiens » et les « bandes indiennes » deviennent un groupe de citoyens canadiens vivant dans des municipalités sans aucune distinction légale par rapport au reste de la population canadienne générale. Ils deviendraient des « Canadiens-Indiens », un groupe ethnique parmi d'autres dans la mosaïque canadienne sans aucun droit de plus que les Canadiens-Italiens ou que les Canadiens-Ukrainiens.

L'élimination des nations autochtones en tant qu'entités politiques et sociales distinctes était le but ultime de la politique des Affaires indiennes. Dans un discours de 1920 lors d'un Comité Spécial à la Chambre des communes, le Super-intendant adjoint Duncan Campbell Scott déclara abruptement:

> « Je veux être débarrassé du problème indien. En fait, je ne pense pas que ce pays doive continuellement protéger un groupe de

personnes qui peuvent se débrouiller seules. Notre objectif est qu'il n'y ait plus un seul indien au Canada qui n'ait été absorbé dans le corps politique, plus de question indienne, et plus de Département indien. » [1]

Le Livre blanc de 1969 sur la Politique indienne

En 1969, près d'un siècle après l'adoption de l'Loi sur les Indiens, le Premier ministre libéral Pierre Trudeau et son ministre des Affaires indiennes, Jean Chrétien, estimaient que l'assimilation des Indiens était largement accomplie et présentèrent un Livre blanc sur la Politique indienne qui arguait que les droits indiens constituaient un problème qui ne pouvait être résolu que par l'égalité devant la loi. Ce Livre blanc de 1969 proposait les objectifs politiques suivants:

– Éliminer le statut indien.

– Dissoudre le Département des affaires indiennes en l'espace de cinq ans. Abolir l'Loi sur les Indiens et supprimer la section 91.24 (« Les Indiens et les terres réservées aux Indiens ») du BNA Act.

– Transformer la terre réservée en propriété privée qui puisse être vendue par la bande ou ses membres. Transférer la responsabilité des

– Affaires indiennes du gouvernement fédéral aux provinces et intégrer ces services à ceux fournis aux autres citoyens canadiens

– Nommer un commissaire qui supprime progressivement les traités existants.

Le Livre blanc provoqua une vague de protestations chez les Indiens et des réponses comme le « Livre rouge » de l'Indian Association d'Alberta et le « Livre brun » de la Manitoba Indian Brotherhood.

Le mouvement moderne pour la protection et l'avancement des droits et des traités indiens était né, et des organisations politiques régionales indiennes se formèrent à travers le Canada sous la houlette de la national Indian Brotherhood, qui devint l'Assemblée des Premières nations en 1982.

Alors que les Premières nations étaient galvanisées à travers le Canada

[1] NAC RG10 Vol. 6180 File 470-2-3 Vol. 7: Evidence of DC Scott to the Special Committee of the House of Commons examining the *Loi sur les Indiens* amendments of 1920, pp. 55, 63.

pour lutter contre la politique du Livre Blanc de 1969 du gouvernement libéral de Pierre Trudeau, le gouvernement fédéral fut obligé de penser une stratégie afin de calmer l'ouragan indien de protestations en acceptant publiquement de retirer la proposition, alors qu'il continuait de l'implanter dans les politiques et programmes fédéraux.

Dans une note datée du 1er avril 1970, David Munro, un assistant du ministre des Affaires indiennes sur la consultation et les négociations, s'adressait à ses mentors politiques Jean Chrétien et Pierre Trudeau de la façon suivante :

> « Nous pouvons toujours croire avec force et sincérité que les politiques du [Livre blanc] que nous proposons sont les bonnes. [...] La proposition finale d'élimination du statut spécifique dans la législation, doit être remis à plus tard.[...] Nous devrions insister de façon différenciée sur ses divers éléments et essayer d'en discuter en termes de composantes plutôt que comme un tout.[...] Nous devrions adopter des stratégies différentes en lien avec cette politique, mais [...] nous ne devrions pas nous éloigner de son contenu essentiel ».

Parmi les tactiques de la bureaucratie des Affaires indiennes adoptées après 1969 pour contrôler et gérer les Indiens, dans le but de poursuivre le désengagement fédéral et l'objectif d'assimilation, il y avait celle d'augmenter le financement des programmes du logement, de l'éducation, des infrastructures, du développement social et économique, de la santé, et ainsi de suite auprès des conseils de bande. Ce financement fut alloué à travers les accords de financement fédéral avec des termes stricts et des conditions imposées aux conseils et équipes de bande pour qu'ils destinent les programmes essentiels et les services en priorité aux membres des bandes présents sur la réserve. Avec des objectifs et des résultats conçus par Ottawa. En d'autres termes, de l'ingénierie sociale.

Ce transfert accrut la dépendance des Indiens envers les fonds fédéraux et les conduisit à devoir rendre des comptes aux bureaucrates d'Ottawa, et non aux membres de la communauté, à travers un système de gouvernance indirecte par les conseils de bandes. Leur mission était de gérer le mécontentement local généré un sous-financement chronique et un sous-développement des réserves.

Une autre tactique de contrôle et de gestion des Indiens utilisée par les bureaucrates et les politiciens d'Ottawa consista à changer les termes et les conditions de financement des Aboriginal Representative Organizations (ARO) en le scindant deux parties: 1) la base principale et 2) le financement de projet. Le financement de projet signifie que pour réellement survivre, les ARO doivent soumettre des propositions de financement au gouvernement fédéral pour agir en tant qu'organes consultatifs pour la politique du gouvernement fédéral et/ou les initiatives législatives.

C'est ainsi que l'Assemblée des Premières nations (AFN) [...] est financée, et comment toutes les Organisations provinciales/territoriales (PTO) le sont. Raison pour laquelle on voit rarement le chef national de l'AFN, les chefs régionaux et les dirigeants des PTO initier ou participer à des actions de protestations. Du bureau de la bande, jusqu'aux organisations régionales des Premières nations, et jusqu'à l'AFN, Ottawa contrôle et gère les chefs, les dirigeants, et le chef national de l'AFN et son exécutif à travers le contrôle du financement organisationnel.

L'AFN utilise la liste des chefs du Département des Affaires Autochtones et du Nord (INAC) reconnus par l'Loi sur les Indiens en tant que liste officielle des délégués aux Assemblées des Chefs de l'AFN. L'Assemblée des Premières nations doit aligner ses propres politiques et sa structure sur les objectifs et le fonctionnement de l'INAC pour obtenir le financement dont il a besoin pour exister. Ensuite l'INAC finance l'AFN pour porter haut ses objectifs de programme et administrer les services qu'il souhaite administrer. Et les autochtones de la base sont laissés sans pouvoir et sans voix dans un système de gouvernance fermé.

Russell Diabo *est une des voix principales de la lutte décoloniale au Canada. Il a été pendant plusieurs années conseiller politique à l'Assemblée des Premières nations et occupe désormais ce poste pour le secrétariat de la nation Algonquine, et il est conseiller politique senior auprès de la Première nation Algonquine Wolf Lake. Il édite et publie aussi une lettre d'information en ligne sur les questions politiques et juridiques des Premières nations, le First nation Strategic Bulletin. Il est membre de la nation Mohawk de Kahnawake, et membre du Defenders of Land Network.*

II

LE RENOUVEAU

LA LUTTE POPULAIRE: DEFENDERS OF THE LAND ET IDLE NO MORE

Arthur Manuel

Gord Hill

Les gouvernements fédéraux et provinciaux ont des dizaines de millions de dollars qu'ils utilisent stratégiquement afin de manipuler les organisations autochtones et affaiblir la capacité du peuple à aller de l'avant. Une de leurs stratégies en Colombie-Britannique est d'« impliquer » les dirigeants autochtones dans toutes sortes de négociations qui ne conduisent nulle part. Les négociations de traités modernes ont lieu depuis plus de 20 ans et ont coûté bien plus d'un milliard de dollars. Mais pendant qu'ils sont en train de négocier, ils peuvent au moins faire croire aux investisseurs que tout est sous contrôle. Les Indiens sont à la table des négociations, et vont un jour ou l'autre accepter les termes de l'extinction de leurs droits.

Les dirigeants autochtones et leurs conseillers non-autochtones impliqués dans ces négociations se justifient en disant que « ce n'est qu'en discutant avec le gouvernement que nous pourrons faire changer les choses ». Ils voient ceux d'entre nous qui refusent de négocier selon les termes du gouvernement comme figés dans le temps. Comme n'étant pas capables d'aller de l'avant, dépassés. Il est inutile de dire que les gouvernements s'accordent avec ces dirigeants et les accueillent à bras ouverts. Ils savent qu'ils sont un groupe avec lequel il est facile de négocier car ils ont toujours accepté, en s'asseyant à leur table, que l'extinction de leur propre peuple serait la base de l'accord sur les revendications territoriales qu'ils finiront par signer.

L'une des raisons à cela est que nos principales organisations sélectionnent généralement nos dirigeants en fonction de l'argent. Ils savent que l'argent du gouvernement s'assécherait rapidement s'ils choisissaient des dirigeants qui luttent pour la décolonisation, en revanche des dirigeants complaisants attirent l'argent du gouvernement comme le fumier attire les mouches. Ceux qui sont en position de leadership dans les gouvernements autochtones le savent, et il y a une liste noire de personnes qui sont exclues des organisations car elles sont trop proches de la base. Ils ne travaillent qu'avec des personnes qui sont acceptables aux yeux du gouvernement.

C'est cette réalité fondamentale qui a donné naissance à Idle No More et aux groupes tels que Defenders of the Land. Le fait est que les chefs et les conseillers ne feront pas chavirer le navire car ils veulent protéger

leur financement gouvernemental ce qui signifie que ceux qui n'acceptent pas cette situation n'ont pas d'autre alternative que de travailler en dehors des organisations majoritaires.

Mais en même temps, les Defenders doivent reconnaître qu'une partie de ces financements est nécessaire à beaucoup des membres de notre bande, de notre base populaire, qui, dans notre triste état de dépendance, ne peuvent pas se permettre de voir leurs programmes et leurs services coupés. Si nous faisons des choses qui menaceront ensuite leur survie, ils doivent faire partie du processus de prise de décision. Nous devons essayer de faire en sorte que ce que nous faisons ne mette pas notre peuple dans une situation impossible. C'est ce que nous faisons en travaillant à l'extérieur de la structure des chefs et des conseillers de la bande mais toujours en travaillant de façon étroite avec le peuple.

De cette façon, les Defenders et Idle No More sont les bases pour la construction d'un mouvement au Canada. Personne d'autre ne jouera ce rôle à part nous, et nous pouvons tirer parti du mécontentement considérable qui existe dans nos communautés. Même face à l'offensive de charme de Justin Trudeau, le peuple voit que cela ne tient pas debout. Il y a les promesses et la réalité, qui est tout autre.

Nous avons vu à de multiples reprises que le Premier ministre et les gouvernements provinciaux et territoriaux n'ont pas la moindre intention de lâcher une once de pouvoir aux peuples autochtones, et Justin Trudeau n'est pas une exception. Vous rêvez éveillés si vous pensez que vous pouvez négocier votre chemin vers la liberté sans créer des tensions afin de pousser nos colonisateurs à décoloniser le Canada.

L'homme blanc ne va pas nous donner notre liberté par altruisme. Notre seul avantage est que nos communautés sont dispersées à travers tout le Canada dans plus d'un millier d'endroits, et ils ne peuvent pas nous abattre tous à la fois. Mais à moins que nous n'exigions nos droits fermement, y compris notre droit fondamental à l'auto-détermination, nous ne les aurons pas. Ainsi fonctionne le monde, comme le savent les minorités en tous temps et tous lieux. Et c'est ce que notre leadership actuel, généralement pour des raisons de gains personnels, refuse de reconnaître.

C'est pourquoi Idle No More et Defenders of the Land ont été formés. Ils rejettent non seulement les politiques coloniales gouvernementales, mais également ceux qui y collaborent. Nous travaillons maintenant à rétablir les organisations populaires, les stratégies et les actions qui nous remettront sur les rails de la défense de notre souveraineté et de la propriété de nos terres. Notre peuple lutte en bas pour parvenir à l'auto-détermination et se libérer de l'État colonial.

Nous voyons des personnes autochtones courageuses faire cela tous les jours, et si nous ne nous joignons pas à eux dans ces actions, nous devrions au moins les soutenir par tous les moyens. Ils sont le futur de notre combat, et notre combat est de construire un nouveau Canada décolonisé où nos cultures et nos droits à la terre seront respectés.

Arthur Manuel *fut l'un des géants du mouvement autochtone au Canada et à l'international. Il a été chef de la bande Neskonlith Indian dont il faisait partie et président du Conseil tribal de la nation Shuswap et aussi co-président du Caucus nord-américain et du Caucus autochtone global du Forum permanent des nations unies sur les peuples autochtones. Il est aussi le co-auteur, avec le Grand Chef Ronald Derrickson, du livre primé* Unsettling Canada : A national Wake-up Call. *Arthur Manuel est décédé en janvier 2017. Lorimer Press a publié son second ouvrage, co-écrit avec le Grand Chef Derrickson, à l'automne 2017.*

Tania Willard

LE BLOCAGE: UN LIEU DE RENCONTRE JURIDIQUE

Shiri Pasternak

Le blocage est un endroit où deux systèmes de droit sont obligés de se rencontrer. Les Algonquins de Barriere Lake, par exemple, ont souvent fait des blocages dans les années 1990 afin d'arrêter l'exploitation forestière de leurs terres. Ils ont cherché à faire pression sur le Canada et le Québec afin qu'ils honorent leurs engagements contractés lors de l'échange du « three row wampum » en 1760 et renouvelés en 1991 à l'occasion d'un accord de co-gestion des ressources naturelles. Mais plus que tout, Barriere Lake s'est confronté à la loi des colons au niveau du blocage en contestant l'autorité du gouvernement provincial à autoriser l'exploitation forestière dans le territoire algonquin. L'impact de l'exploitation forestière était dévastateur pour la nature et catastrophique pour la survie des Algonquins sur le territoire. Barriere Lake a affirmé sa juridiction sur la base des lois contenues dans le Mitchikanibokok Anishnabe Onakinakewin, leur constitution sacrée, qui donne au peuple algonquin la responsabilité de protéger et de respecter toutes les choses vivantes sur leur territoire.

Les blocages ne sont pas, comme ils sont souvent présentés dans les médias, des symboles passéistes d'attachement à la terre ou les signes d'une vision économique arriérée. Ils sont plutôt l'un des exemples contemporains les plus importants d'endroits où la loi canadienne rencontre les sociétés autochtones modernes sur le terrain. Quand les blocages perturbent l'extraction de ressources, on ne peut pas être plus éloigné des reliques du passé : au contraire, ils sont une projection d'un futur autochtone fondé sur une durabilité économique et la défense de terres vivantes.

La loi autochtone gouverne les relations entre les mondes humain et non-humain, mais elle signale aussi des relations difficiles entre deux systèmes juridiques qui se retrouvent face à face sur les autoroutes, les chemins d'exploitation forestière, les lignes de chemin de fer et d'autres lieux d'infrastructure et de développement à travers le pays. Bien avant que le Canada ne soit un pays, et bien après la naissance de la Confédération, les peuples autochtones ont toujours maintenu leurs responsabilités envers la terre, en dépit de l'affirmation de souveraineté du Canada et de la loi universelle. La légalité coloniale n'a pas éliminé les lois autochtones.

Un enchevêtrement complexe d'autorités légales a fait de ce pays un terrain miné de conflits. Mais nous devons prêter attention à ce qui se joue dans un blocage. Qui a l'autorité pour gouverner la terre ? Sur quels principes devons nous évaluer cette autorité ? Qui devrait détenir la responsabilité ? Ce pays est nouveau, mais les gouvernements autochtones sur ces terres sont vieux de milliers d'années et ils n'ont pas perdu leur autorité gouvernementale par choix. Le Canada a été fondé sur le postulat raciste de la découverte et de la possession et a livré une guerre coloniale sale contre les nations autochtones. Cette loi devrait-elle gouverner les peuples autochtones?

Considérez par exemple la nation Wet'suwet'en située dans le nord de la Colombie-Britannique. On peut ici témoigner de l'incroyable pouvoir de Freda Huson, une des cheffes du campement des défenseurs de la terre Unist'ot'. Une vidéo la montre en train d'évacuer un contractuel en sécurité de Coastal GasLink qui entreprenait un travail de prospection préliminaire pour un oléoduc de 670 kilomètres utilisant la fracturation hydraulique sur les terres de son peuple. Elle lui décrit la frontière de la nation Wet'suwet'en et interpelle les prospecteurs: « Si vous ne voulez pas être accusés de violation de propriété, je vous suggère de partir maintenant. » Quand les prospecteurs demandent s'il est sans danger pour eux d'être là, Huson leur explique patiemment où ils se trouvent: « Vous ne vivez pas ici, donc vous ne le savez pas. Nous avons des plans de baies ici, nous avons des plantes médicinales ici. Les ours vivent ici, les élans vivent ici. Nous vivons ici. C'est mon gardemanger ici. C'est ce qu'ils sont en train d'essayer de détruire. Et ils n'ont pas l'autorité pour cela ». Huson affirme la juridiction en jouant sur la loi sur la violation de propriété Wet'suwet'en; elle exerce ses responsabilités sur les animaux, les plantes médicinales et le peuple de ses terres traditionnelles. C'est ce que nous pourrions appeler une autorité légitime qui n'a pas à voir avec le contrôle, mais avec la responsabilité de protéger.

Comme Huson le montre, ce sont les colons qui sont les occupants venus de l'extérieur et non les peuples autochtones qui causent la perturbation. Les blocages sont des rappels sans équivoque de ce fait.

L'un des aspects critiques des blocages est la façon dont ils tendent à provoquer de violentes réactions de la part du public et de la police, en dépit de l'objectif de protection et de défense de la terre. Durant un

récent blocage d'une route de la mine de Mount Polley dans l'intérieur de la Colombie-Britannique par la Women's Warrior Society de la nation Secwepemc, une voiture conduite par des mineurs a menacé de percuter les défenseurs jusqu'à ce qu'une jeune femme autochtone saute sur la voiture pour la stopper. La voiture a accéléré, la jetant violemment au sol. Le blocage de la route se tenait exactement deux ans avant le plus grand désastre environnemental survenu au Canada, causé par la défaillance d'une digue de contention des résidus, déversant 24 millions de mètres cubes de poison dans les lacs et les rivières.

Au blocage, les défenseurs de la terre étaient guidés par une loi Secwepemc yirí7 re sts'qey's-kucw afin de guider leurs actions. Alors que la communauté locale de Likely, en Colombie-Britannique, était divisée par cette contamination, de nombreux résidents continuent néanmoins à soutenir la mine pour les opportunités d'emplois qu'elle offre. Ils sont effrayés et en colère à cause de la possible mise en danger de leurs emplois.

Dans d'autres circonstances, c'est la police qui arrête des défenseurs ou les compagnies minières qui déposent des injonctions pour expulser légalement les peuples autochtones de leurs terres.

La situation n'est pas simple à démêler mais si nous remontons à la source – la défense et la protection des terres autochtones pour les générations futures – nous voyons apparaître un avenir pour tous

Shiri Pasternak *est l'auteure de* Grounded Authority : The Algonquins of Barriere Lake Against the State, *publié par University of Minnesota Press en 2017, sur le rejet par les Algonquins de la politique fédérale de revendications territoriales du Canada du point de vue de la loi et juridiction autochtone. Elle détient un doctorat du département de géographie de l'Université de Toronto et est actuellement professeure assistante en criminologie à l'Université Ryerson à Toronto.*

LEÇONS DE WESAHKECAHK

Melina Laboucan-Massimo

Red Rising Magazine

Nos prophéties parlent d'un temps où le ciel bleu et les eaux deviennent noirs et des choses vertes deviennent marron et meurent, un temps où les animaux et le poisson disparaissent et où les oiseaux tombent du ciel. Cette dévastation résultera de l'avidité et de l'irrespect de l'humanité à l'égard de la Terre-Mère. Ce temps est venu.

Les sables bitumineux de l'Alberta balafrent la terre – polluant et asséchant les cours d'eau, empoisonnant l'air et détruisant la terre que j'appelle maison. Le paysage est en train de changer drastiquement passant d'une superbe forêt boréale immaculée à un terrain toujours plus industriel et toxique. Les animaux et le poisson sont infestés de tumeurs, et les caribous sont désormais sur la liste des espèces menacées. Les gens ne sont plus en sécurité lorsqu'ils récoltent des plantes médicinales, du thé ou des baies car ils ont été contaminés, et même si l'on a peur que nos médecines soient transformées en poison, nous continuons à aller de l'avant. Jeunes et vieux ont commencé à mourir de formes rares de cancers que nous n'avions jamais vues auparavant. Je viens d'une communauté où, jusqu'à ma génération, ma famille était capable de vivre durablement de la terre.

Les sables bitumineux ne sont pas un accident isolé ; le néo-colonialisme sous la forme de l'extraction des ressources est en marche dans l'île de la Tortue et à travers l'ensemble de la Terre-Mère. Aujourd'hui la planète est contaminée et détruite à un niveau sans pareil, et les gens et les animaux sont sacrifiés de la même manière au bénéfice de quelques personnes avides.

Nous ne traversons pas seulement une crise écologique, mais également une crise humaine et morale. Tout autour du monde, nous voyons les habitats des gens et les territoires traditionnels en train d'être transformés en paysages industrialisés. Nous voyons l'eau potable des gens leur être retirée et transformée en des dépotoirs toxiques pour les installations industrielles. C'est une souffrance que d'assister à la dévastation de la terre, une souffrance qui atteint notre esprit en profondeur – un sentiment de chagrin indescriptible.

Cela fait près de cinq ans que je suis revenue dans ma communauté de Little Buffalo où vit ma famille pour assister aux conséquences de l'une des plus grandes pollutions pétrolières de l'histoire de l'Alberta et du Canada à cause du déversement d'hydrocarbures qui a ravagé une large

bande du territoire traditionnel où durant des générations ma famille avait chassé, posé des pièges, récolté des médicaments et cueilli des baies.

Des jours avant que les gouvernements fédéraux et provinciaux daignent reconnaître cette tragédie, ma famille envoyait des rapports attestant de maux de tête, d'yeux qui brûlent, de nausées et de vertiges. Ils m'ont demandé si je pouvais trouver plus d'informations – si c'était une fuite de pétrole et de quelle ampleur elle pouvait être. Ce n'est que cinq jours plus tard, après que Harper fut réélu, que l'information sur la magnitude de la fuite fut communiquée. Plus de 4,5 millions de litres de pétrole avaient été absorbés par la terre.

Peu de temps après, l'histoire fut étouffée, cachée aux yeux du public. Le nettoyage de la fuite toxique a continué le reste de l'année, et l'année suivante nous avons constaté que le site était toujours contaminé en dépit des déclarations de la compagnie selon laquelle tout était réparé. Nous savons que le dommage causé à la terre survivra aux petits-enfants de nos petits-enfants.

C'est l'une des multiples raisons pour lesquelles je continue à me battre pour la protection de la Terre-Mère. L'un de mes plus clairs et puissants souvenirs d'enfance est celui d'être dehors sur la terre avec ma kokum et mon mosom, voyageant à travers le territoire les mois d'été à cheval et en fourgon. Regardant l'immensité de la terre, je me sentais libre. J'étais impressionnée par la beauté, la luxuriance, la grandeur de la terre, et voir si clairement la connexion entre la terre et le monde du ciel me faisait me sentir complète. Bien qu'ironiquement, je ne sois pas sûre que la sérénité et la paix que je ressentis reviendront, à cause de l'extraction extrême des ressources qui a lieu sur la terre. C'est depuis cet endroit que je persévère dans cette lutte pour démanteler la machine du colonialisme qui continue à étrangler mon peuple et ma terre aujourd'hui.

Les pressions sociales, politiques et économiques sont littéralement en train de déchirer nos communautés. Le système colonial industriel repose sur des systèmes de pouvoir et de domination, il n'est donc pas surprenant de voir ces systèmes sévir dans nos communautés, nos familles, nos relations personnelles et nos mouvements. Nous devons être conscients de la manière dont les aspects nocifs de cette société prédatrice se sont infiltrés dans nos vies, afin de pouvoir nous

débarrasser de l'héritage involontaire des comportements coloniaux: la hiérarchie, la domination, le profit, l'avidité, la gratification immédiate, et la primauté des égos et du gain personnel sur le bien-être des autres.

Les valeurs du colonialisme existent dans la forme du capitalisme. Nous devons travailler ensemble au démantèlement et à la réorganisation de ce système, au recentrement de nos valeurs et à la façon de nous relier à chacun et à la terre.

Les valeurs coloniales de domination sont intrinsèques au patriarcat, qui est l'une des raisons pour lesquelles nous voyons le viol et le pillage de la TerreMère de la même façon que la violence contre les femmes. Je ne parle pas seulement de la violence physique contre les femmes. Je parle de la violence émotionnelle, spirituelle et psychologique qui est perpétrée dans notre société aujourd'hui et parfois même dans nos propres mouvements. En leur sein, nous devons interroger les valeurs auxquelles nous accordons une priorité et comprendre comment créer un changement de paradigme dans la façon dont nous nous traitons, nous, et la terre. Si nous continuons à travailler à partir d'une fondation coloniale, nous ne reconnaissons pas le rôle et la valeur des formes de connaissance et de vie autochtones.

La terre est notre mère. La violence contre la terre engendre la violence contre les femmes. C'est à la fois un problème politique et personnel pour beaucoup d'entre nous. C'est une réalité à laquelle se confrontent beaucoup de nos communautés aujourd'hui. Ce ne sont pas justes des faits divers. Ce n'est pas une coïncidence si plus de quatre mille femmes autochtones sont tuées et portées disparues dans le pays que nous appelons Canada. Les femmes autochtones sont cinq fois plus susceptibles de mourir de violence que les femmes non-autochtones.

Je ne livre pas ces statistiques seulement car elles sont impressionnantes. Je parle de ces questions car elles sont personnelles. Elles ont une réelle existence dans ma vie. En 2013, j'ai perdu deux femmes dans ma famille à cause de la violence. L'une était ma cousine, tuée par son partenaire, et l'autre femme était ma petite sœur, Bella. Bella venait juste d'être diplômée de l'université à Toronto. Sa mort est toujours non résolue et considérée comme suspecte. En l'espace d'un été, je me suis rendue à trois cérémonies funéraires dans ma propre famille. L'autre mort était un suicide. C'est une réalité pour nos communautés. Nous ne devons

pas seulement faire face à l'extraction des ressources dans nos propres terres, mais nous devons aussi composer avec la violence constante dans nos vies en tant que peuples autochtones.

Toute vie est sacrée. Et toute forme de vie a un esprit. Quand nous détruisons la terre, nous détruisons d'autres êtres. Nous détruisons la Terre-Mère. Nous violons le lien sacré que nous avons avec elle.

Pour beaucoup d'entre nous ce travail n'est pas seulement un emploi, c'est un mode de vie. J'en suis venue à réaliser que cela n'interroge pas seulement la façon dont nous questionnons politiquement ces systèmes de domination mais aussi la manière dont nous les décolonisons et les déconstruisons dans nos vies quotidiennes. Nous devons décoloniser à la fois politiquement et personnellement.

Voilà pourquoi je suis résolue à continuer à me décoloniser. Je me demande souvent: Quelle sorte de mouvement sommes-nous en train de construire ? Quelles sont les valeurs qui guident nos actions jour après jour? Pour quelle sorte de futur sommes-nous en train de nous battre ? Sommes-nous en train de vivre d'une façon qui créera le futur que nous imaginons? Traitons-nous nos familles, les êtres aimés et ceux de nos mouvements avec la dignité et le respect qu'ils méritent? Nous devons être préparés à répondre à ces questions.

Lorsque j'étais enfant, mon père me racontait comment nous pouvions apprendre des erreurs de Wesahkecahk, le trickster, afin que nous sachions comment traiter le monde autour de nous et comment respecter les autres êtres tels que les animaux, les oiseaux, les plantes et les arbres. J'essaie d'inclure ces enseignements dans ma vie et dans la manière dont j'interagis avec le monde autour de moi, dont je me comporte et dont je traite les autres, dont je m'aime, dont j'honore tous les êtres vivants, et fais de mon mieux pour être humble et digne de confiance. Ces valeurs me semblent importantes pour vivre et j'incorpore ces principes dans mes efforts quotidiens de décolonisation personnelle et politique. En allant plus loin dans la compréhension de ce à quoi ressemble la renaissance, je me tourne vers les enseignements, la morale et les valeurs tirées de nos vieilles histoires qui apparaissent comme un chemin pour décoloniser.

La prophétie avec laquelle j'ai commencé – quand le ciel bleu et les eaux deviennent noirs et que des choses vertes deviennent marron et meurent; quand les animaux et le poisson disparaissent et que les oiseaux tombent du ciel – parle aussi d'un temps où les gens se réuniront aux quatre directions sacrées pour stopper ce massacre, tous distincts mais pour toujours connectés dans le Cercle Sacré de la Vie. Ceux qui ont gardé leur ancien savoir, leurs cérémonies et leurs histoires en vie seront nos professeurs et nos guides sur le chemin.

Des gens aux passés et aux croyances divers vont vraiment commencer à travailler ensemble dans l'honnêteté et le respect – avec un sens profond de la solidarité. C'est un temps où les gens provenant des Quatre Directions vont se réunir pour travailler à la justice, à la paix, à la liberté et à la reconnaissance du Grand Esprit et de la sacralité de notre Terre-Mère. Ce temps, mes amis, est venu.

*M**elina Laboucan-Massimo** est membre de la Première nation Lubicon Cree. Elle est actuellement chercheuse à la Fondation David Suzuki. Elle a travaillé comme militante dans les domaines du climat et de l'énergie avec Greenpeace Canada et l'Indigenous Environmental Network durant les dix dernières années. Affrontant en première ligne les impacts des sables bitumineux de l'Alberta sur son territoire traditionnel, elle est une ardente défenseuse des droits autochtones depuis plus de 15 ans. Elle a écrit de nombreux articles sur les sables bitumineux et produit de courts documentaires sur la question de l'eau et sur la revitalisation de la culture autochtone.*

DÉCOLONISATION: LA LUTTE EN PREMIÈRE LIGNE

Kanahus Manuel

Kanahus Manuel

Quand j'ai été arrêtée j'étais dans un camion avec mon enfant de trois mois, ma sœur et ma mère, dans les collines au-dessus de Bella Coola. Parmi tous les chefs d'accusation portés contre moi, je fus finalement condamnée pour « voies de fait contre la police », une charge mobilisée contre beaucoup d'entre nous qui étaient, en fait, attaqués par la police quand nous étions en train d'essayer de protéger notre terre du développement de Sun Peaks.

Je me rappelle cela comme étant le moment le plus triste de ma vie. Non pas parce que j'allais aller en prison mais parce que je réalisais que j'allais être éloignée, séparée de mon enfant. En fait, ils nous ont séparé dès qu'ils m'ont conduite au bureau d'enregistrement. Je ne me souviens de rien à part le son des pleurs de mon bébé de trois mois dans la pièce d'à côté, qui m'appelait. J'ai insisté encore et encore afin qu'ils me l'amènent car je devais le nourrir. Finalement, parce que l'enfant était alors en train d'hurler de peur et de faim, ils me l'ont amené.

Je l'ai pris dans mes bras et allaité dans la cellule de détention. Mais mon cœur était submergé par la tristesse de savoir que dans quelques minutes ils me l'enlèveraient à nouveau. Quand il avait fini de manger, je me suis mise à lui chatouiller ses pieds afin de le maintenir éveillé, car je savais que quand il s'endormirait ils l'emmèneraient. Il s'est endormi. Ils l'ont emmené. Et ils m'ont enfermée pendant quatre-vingt jours.

Je l'ai vu tous les week-ends car mon père me l'amenait en prison, et je lui donnais des réserves de mon lait maternel pour le nourrir. Je vivais pour ces moments avec mon fils et mourais à chaque fois que la visite était terminée et qu'ils l'emmenaient de nouveau.

Mais j'ai survécu à cette épreuve car à partir de ce moment-là j'ai compris qui j'étais et ce que j'avais à faire en tant que femme Secwepemc pour lutter pour mon peuple. Ce fut la période durant laquelle mon propre esprit était en train d'être décolonisé. Le processus avait commencé quelques années auparavant. Plus jeune, je suis allée à l'école des Blancs dans la ville près de notre réserve Neskonlith en Colombie-Britannique intérieure. Ce fut une expérience amère. Cette région du pays avait une histoire remplie de racistes de droite, et notre école grouillait d'enfants racistes. Je viens d'une famille fière de notre héritage Secwepemc et ne tolérait pas de traitement humiliant pour moi ou pour mes camarades

de classe Secwepemc. J'ai appris à me battre, à répondre physiquement à des comportements scandaleux à notre encontre.

J'ai commencé à détester cette école et j'étais déterminée à la quitter à la première opportunité. Mon père comprit. Dans sa propre jeunesse et durant sa vie, il avait aussi été un combattant. Il me donna des livres comme L'Autobiographie de Malcolm X qui montrait comment un homme brillant, en colère affronta la société raciste dans laquelle il était né. Je finis le lycée loin de l'intérieur, à l'est de Vancouver.

Mais c'est finalement la lutte pour protéger notre terre, et les gens que j'ai rencontré dans cette lutte, qui m'ont vraiment changée. Nous avons commencé à comprendre la réelle profondeur du reproche « seme7stsut » que notre peuple utilisait pour indiquer quelqu'un qui « agissait comme un Blanc ». Nous avons compris et nous avons rejeté les valeurs seme7stsut d'avidité et d'arrogance que nous associions au monde blanc et aux adeptes du seme7stsut parmi nous. Durant cette période de questionnement, ce fut encore une fois mon père qui me guida doucement. Il me dit que je devrais aller à des rencontres de la communauté. Il était chef à ce moment-là et il allait commencer à contester le projet de station de ski géante – une ville complète avec une capacité hôtelière de 24 000 lits, prévue dans la partie toujours sauvage de notre territoire que nous appelons Skwelkwek'welt, qui signifie à peu près « nos terres de montagnes ». Je me suis impliquée dans le groupe de protection de Skwelkwek'welt. J'ai rejoint le camp dans la forêt afin de réoccuper nos terres et exiger l'arrêt de la destruction de la forêt. C'est pendant cette période que j'ai reçu ma véritable éducation.

Le Centre de Protection de Skwelkwek'welt était occupé principalement par des jeunes et des Aînés, comme Sarah Denault, Irene Billy et Wolverine, qui venait juste de sortir de prison suite à l'affrontement de Gustafsen Lake. Ils avaient grandi dans les années 1920 quand il y avait encore relativement peu de Blancs dans la région, et leurs parents avaient grandi à l'époque où nos terres étaient encore les nôtres. Les Aînés au camp nous ont montré une terre riche en aliments végétaux – racines, baies, tiges de plantes, champignons et lichens – aussi bien qu'une maison pour les cerfs, les élans, les ours, les castors, les lynx, les couguars et les gloutons. Skwelkwek'welt était important pour eux car c'était l'un des derniers endroits dans notre territoire où nous pouvions

encore chasser pour nous nourrir, récolter des plantes médicinales et continuer nos traditions culturelles Secwepemc. Cette éducation de la part des Aînés, j'ai fini par comprendre, est une partie essentielle de la décolonisation: rechercher le savoir de votre peuple, de ceux qui ont le savoir et qui peuvent vous le transmettre. Car les traditions et les valeurs de notre peuple continuent à battre dans les cœurs de nos Aînés et ils sont prêts à les enseigner.

Dans le camp, j'ai aussi appris au contact d'autres jeunes qui faisaient partie du Native Youth Movement. Nous n'avons pas seulement établi des postes d'information sur la route de Sun Peaks, mais nous avons aussi occupé les bureaux gouvernementaux responsables de délivrer le permis de s'emparer de nos terres aux promoteurs. Les Aînés nous ont appris combien notre terre était incroyablement riche et combien il était important pour notre survie qu'elle reste sauvage, et les autres jeunes de Native Youth m'ont montré que nous n'avions pas à accepter passivement le viol de notre terre. Nous pouvions nous défendre – et nous l'avons fait. Nous ne sommes pas restés passifs quand la police nous a attaqués. Nous nous sommes défendus et avons défendu notre terre.

Mais plus important que tout cela est le fait que je fus capable de rentrer en contact avec la vie spirituelle de notre peuple. L'une des femmes du Native Youth Movement était enceinte. Elle m'a dit qu'elle allait avoir un accouchement traditionnel, et au début je ne savais pas ce que c'était. Mais ensuite je suis également tombée enceinte et j'ai aussi eu un accouchement traditionnel. C'était puissant, une expérience qui change la vie.

J'ai eu mon enfant sur la terre entourée par les Aînées qui connaissaient les rituels entourant la naissance et les chants qui devaient être chantés. J'ai eu mon enfant dans la forêt en regardant les montagnes, j'ai donné la vie de la façon dont mon peuple le fait depuis des temps immémoriaux.

Trois mois plus tard, mon nouveau-né et moi étions ensemble dans la cellule de détention de la prison de Bella Coola. Mais même à ce moment douloureux, je savais que, pour lui, je n'avais pas le choix. Je devais lutter et continuer à lutter pour son droit, pour le droit de tous

mes enfants, d'être libérés du racisme, de la destruction spirituelle du système colonial – le génocide – que le Canada continue à nous réserver.

Depuis lors, quinze ans ont passé. Je n'ai pas renoncé. J'ai intensifié mes efforts pour libérer mon peuple du colonialisme. Ma génération s'est trouvée elle-même sur la ligne de front de la lutte décoloniale tous les jours de nos vies. Nous avons à choisir entre nous battre pour nos droits et notre futur ou y renoncer et nous perdre dans un pays qui n'a montré que mépris pour nous.

C'est le monde tel qu'il est. C'est notre lutte. Et aujourd'hui je n'ai pas peur de la prison et je n'ai pas peur de la police. J'exhorte tous ceux qui se battent pour décoloniser le Canada : Rassemblez-vous et accomplissez votre devoir.

Les camps ont été déjà été choisis pour vous. Vous ne jouerez pas les médiateurs sur notre sol. Nous sommes les rivières, les deux berges des rivières et tous les ponts connectant les deux rives. Il n'y a pas de terrain d'entente. J'exhorte tous ceux de mon peuple : Rassemblez-vous et nous lutterons ensemble pour notre futur.

Kanahus Manuel *est une activiste Secwepemc et Ktunaxa, une gardienne des naissances et une guerrière. Elle apparaît dans le film documentaire réalisé par Doreen Manuel intitulé Freedom Babies. Elle est reconnue pour son activisme contre la station de ski Sun Peaks, contre Imperial Metals et le gisement minier Mount Polley et avec les protecteurs de l'eau à Standing Rock. Elle occupe actuellement un rôle de premier plan dans la lutte contre l'extension de l'oléoduc Kinder Morgan à travers plus de 500 kilomètres du territoire Secwepemc. En conséquence de son activisme, elle a dû faire face à plusieurs procédures judiciaires et a été emprisonnée par l'État canadien.*

DÉCOLONISER LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES AUTOCHTONES

Beverly Jacobs

MB Archives

Je travaille dans le domaine de l'anti-violence depuis ces vingt dernières années, après avoir récupéré et guéri d'expériences de violence dans ma propre vie personnelle. J'écris cela à partir des leçons que j'ai apprises en faisant face à tous les types possibles de violence, incluant la violence la plus extrême, le meurtre. Ma famille est toujours en voie de rétablissement depuis le meurtre de ma cousine Tashina General, qui était âgée de 21 ans et enceinte quand elle a disparu en janvier 2008 et fut retrouvée tuée au mois d'avril. Le trauma vécu depuis son meurtre résonne toujours en moi, dans ma famille et dans ma communauté. J'écris cela pour ma cousine disparue, Tashina, et pour l'esprit de son fils, qui avait déjà été baptisé Tucker.

Durant ma vie professionnelle en tant qu'entrepreneuse, avocate, consultante et professeure, je me suis attachée à comprendre les impacts de la colonisation, du trauma et de la violence sur les peuples autochtones, et spécialement sur les femmes autochtones. J'ai fait des choix quant au travail que j'ai fait, mais je n'ai jamais pensé qu'après avoir soutenu et défendu des familles de disparues et d'assassinées, j'aurais à vivre la même perte et le même trauma. J'ai utilisé mes expériences de vie pour revitaliser nos enseignements qui se concentrent sur des relations pacifiques et continuer à défendre les familles des femmes disparues et assassinées.

Sur mon chemin de guérison, j'ai commencé à apprendre les enseignements Haudenosaunee qui furent écartés dont ma grand-mère, ma mère et moi avons été coupées – mes ancêtres matrilinéaires qui furent directement impactés par le système des pensionnats indiens. J'ai commencé à comprendre nos enseignements selon lesquels les femmes sont honorées et respectées en raison de leurs instincts de prise de décisions et leurs responsabilités dans le port et l'apport de la vie dans le monde physique. J'ai commencé à comprendre que nos hommes sont des Guerriers et sont responsables de la protection des femmes et des enfants et de la protection de nos terres et territoires. J'ai commencé à comprendre combien la colonisation avait eu un effet nuisible sur ces rôles et responsabilités.

La colonisation est violence. La colonisation a eu un impact à la fois sur les rôles des femmes et des hommes autochtones dans leurs relations, mais les femmes autochtones ont été les plus touchées. Les attaques

directes contre les femmes autochtones sont des tentatives d'éradication de leur existence afin qu'il n'y ait pas de générations futures. Ce sont des attaques contre l'avenir de nos nations autochtones qui arrivent non seulement au Canada mais aussi globalement.

La violence et la maltraitance existent dans toutes les sociétés et dans toutes les races, mais la violence contre les femmes autochtones est ancrée dans les lois et les politiques du génocide colonial. Les femmes autochtones sont devenues les cibles directes de la violence coloniale. Cela a saturé nos communautés, et les femmes autochtones doivent désormais faire face à la violence contre elles de la part des hommes autochtones et non-autochtones. Les femmes autochtones ne sont plus en sécurité dans aucune communauté.

J'ai appris à ne plus être en sécurité dans mes propres maison et communauté. J'ai appris ce qu'est une relation abusive. Dans une relation abusive, celui qui abuse de l'autre ressent le besoin d'avoir le pouvoir et le contrôle. Quand quelqu'un qui abuse d'une autre personne sent que son pouvoir et son contrôle lui échappent, il doit s'attaquer à sa victime la plus vulnérable pour restaurer ce pouvoir et ce contrôle. La victime perd sa voix et sent qu'elle n'a aucun contrôle sur la situation au moment de l'abus. Je me rappelle avoir été silencieuse et savoir que je ne pourrais pas dire un mot à quiconque sur l'abus qui était en train de se produire. Je me rappelle bien ce silence.

Quand une relation abusive se termine, la victime prend la décision de récupérer son pouvoir. Je me rappelle avoir dit que je ne serais plus battue ou abusée – ni mentalement, ni émotionnellement, ni spirituellement, ni physiquement ou sexuellement. Je me rappelle avoir dit que jamais plus personne ne me blesserait à nouveau. J'ai reconnu que je ne serais plus une victime. J'avais retrouvé ma voix et regagné du respect pour moi. En tant que survivante de la violence, j'ai appris à ne blâmer personne d'autre que moi et à prendre mes responsabilités. Je peux célébrer ma vie et apprendre des leçons qui se sont présentées à moi. Celui qui abuse d'un autre a la possibilité d'apprendre qu'il n'a pas besoin d'avoir ce genre de pouvoir et de contrôle mais qu'il peut être un partenaire égal et respectueux. Une relation doit être un partenariat.

Les relations abusives dont sont victimes nos femmes se déroulent dans le contexte plus large de la relation coloniale entre le Canada et les peuples autochtones. Le gouvernement colonial du Canada a été l'auteur de sévices depuis sa création. En premier lieu, il a violé la paix et les traités d'amitié, qui étaient basés sur des relations de nation à nation, en établissant de façon unilatérale son gouvernement à travers une législation décrétant qu'il avait le contrôle sur « les Indiens et les terres réservées aux Indiens » (section 91.24 du British North America Act, 1867). Cette législation leur a ensuite donné l'autorité gouvernementale pour établir la mesure législative la plus raciste et sexiste qui soit appelée l'Loi sur les Indiens. Ces mesures législatives unilatérales ont amorcé la colonisation et une relation violente avec les peuples autochtones. En conséquence de générations d'abus et de contrôle, les peuples autochtones sont devenus des victimes dans une longue relation d'abus et ont été réduits au silence par leur perte de contrôle sur leurs terres et sur leurs ressources, les politiques génocidaires des pensionnats indiens et des systèmes de protection de l'enfance, et l'irrespect et la violence à l'encontre des femmes autochtones.

La violence contre les femmes et la violence qui a lieu contre la Terre-Mère sont aussi directement liées. Les cérémonies de plantations Haudenosaunee reconnaissent que les femmes sont la graine – la connexion entre le Créateur et la Terre-Mère. La perte de connexion des femmes autochtones avec leurs terres et territoires signifie que l'élément vital et les porteuses des générations futures sont aussi coupés. Depuis que l'Loi sur les Indiens patriarcal fut implanté, des femmes autochtones ont été déplacées par la force de leurs territoires traditionnels pour être mariées à des non-indiens. Ce fut le commencement de la disparition des femmes autochtones.

Les politiques génocidaires de l'Loi sur les Indiens ont aussi eu un impact sur les systèmes de gouvernance autochtones au sein desquels les qualités de prise de décisions des femmes ont été passées sous silence et n'ont plus fait partie de l'équilibre de ces systèmes. Et nous savons déjà ce que les pensionnats indiens ont fait à nos familles: la perte des rôles des mères et des pères, la perte du lien familial, et la perte des principes fondamentaux basiques relation, l'amour et le bien-être émotionnel.

Dans le but de survivre à ces relations abusives, toutes les victimes y compris les hommes et les femmes autochtones, doivent reprendre leur pouvoir. Beaucoup l'ont déjà fait. C'est ce que signifie la décolonisation à un niveau très pratique – reprendre notre pouvoir. Le langage et les actions sur la violence à l'encontre des femmes autochtones doivent changer pour que le processus de décolonisation puisse commencer.

Qu'est-ce que j'entends par changer notre langage ? Cela signifie que nous devons arrêter d'agir et arrêter de parler comme des victimes. Nous devons arrêter de blâmer le prédateur et assumer la responsabilité de nos actions. Nous devons enseigner aux prochaines générations ce que sont des relations saines, des relations sexuelles saines et comment se traiter les uns et les autres avec respect. Nous devons pratiquer nos enseignements en faisant un choix conscient quant aux décisions que nous prenons aujourd'hui et à l'impact de chacune d'elles sur les sept générations à venir. Je sais que mes ancêtres ont fait cela pour moi il y a sept générations. Ces décisions incluent la façon dont nous apprenons à nos fils à se respecter eux-mêmes et à être de bons hommes, à honorer les femmes dans leurs vies, à honorer leurs enfants, à être de bons pères et de bons grands-pères; mais aussi la manière d'enseigner à nos filles à se respecter elles-mêmes et leurs corps, à respecter toutes les relations dans leurs vies, à savoir qu'elles sont les donneuses de vie et celles qui nourrissent les générations futures.

La décolonisation signifie restaurer la sécurité et vivre dans une société où nous nous sentons en sécurité et où nous nous respectons chacun en tant qu'être humain. Cela signifie que nos hommes assument leurs responsabilités légitimes d'être les Guerriers de nos nations – pour protéger les femmes et les enfants et les terres auxquelles tous sont connectés, pour protéger les terres pour nos générations futures. Cela signifie que nos femmes reprennent leurs responsabilités légitimes d'être des preneuses de décisions respectées, de porter et nourrir la vie et d'amener ces générations futures dans le monde physique. C'est la responsabilité de toutes les générations (mères, pères, grands-mères et grands-pères) de s'assurer que nous maintenons ces connexions à nos terres et territoires, avec nos langues fortes et nos cérémonies intactes.

La décolonisation signifie de véritables partenariats, même lorsqu'il s'agit de partenariats avec le Canada, avec nos alliés non-autochtones, entre les hommes et les femmes autochtones, ou dans toute autre relation. La décolonisation signifie que nous célébrons notre résilience face à une relation abusive et choisissons des relations différentes qui nous honorent nous, nos communautés, nos femmes et nos terres.

***Beverly Jacobs**, LL.B., LL.M., doctorante, est une citoyenne Kanien'kehaka, du Clan de l'Ours, et est membre des Six nations du territoire de Grand River. Elle pratique le droit à mi-temps dans la réserve Six nations et est actuellement maîtresse-assistante en droit à l'Université de Windsor. Elle est l'ancienne présidente de la Native Women's Association of Canada (2004-2009) et est surtout connue pour son travail d'avocate auprès des familles de femmes autochtones disparues ou assassinées.*

Bosque Redondo, 1866

LA RÉSISTANCE TWO-SPIRIT

Jeffrey McNeil-Seymour

Au cœur de l'éthique autochtone se trouve la réciprocité dans la relation avec toute la création – ne prends que ce dont tu as besoin et, toujours, rends le. Depuis des temps immémoriaux, les peuples autochtones ont exercé cette responsabilité fondamentale d'honorer des relations spirituelles avec toutes vies – sur la terre, sous l'eau, sur des choses usuellement considérées comme inanimées et le surnaturel – à travers la cérémonie, les chants et la prière. Tout est imprégné par l'esprit. L'histoire orale et les enseignements autochtones contiennent des alertes de défiance sur la réciprocité et le respect avec et pour toute la création – des temps durs vont advenir si quelqu'un ou si la communauté ne tient pas compte des responsabilités de respecter et d'honorer les interdépendances entre nos semblables, les accords entre les nations autochtones voisines, et le(s) monde(s) naturel/surnaturel qui nous entourent

Les stratégies coloniales, diviser pour régner, restent implacables dans les communautés autochtones occupées par le Canada – les réserves sont des camps de concentration –. Les structures de gouvernance des chefs et des conseils ont pris la place des lignées de chefs de clan héréditaires, tandis que les processus de prises de décision à la majorité eurocentrique ont remplacé les processus autochtones de consensus. Un désir pour une unification de la nation autochtone reste hors de portée alors que les sociétés d'extraction de ressources ciblent stratégiquement dans une nation les bandes individuelles autochtones pour les affaiblir. Simultanément les gouvernements fédéraux et provinciaux canadiens tentent de négocier des traités sous couvert de « réconciliation » - qui a été cooptée pour servir les agendas d'affaires habituels des gouvernements, des institutionnels (en particulier ceux des universités), des organisations et des industries.

La réconciliation est rapidement requalifiée par l'Etat en un événement du passé pour contrer le renouveau. Le renouveau (en tant que projet interne et externe) commence par la décolonisation des esprits. Tout ce que nous voyons, pensons, entendons et faisons est imposé par l'hégémonie de l'anglais et du français, des langues qui compartimentent nos (in)compréhensions des autres alors qu'elles patrouillent et contrôlent passivement leur utilisation. « Nous » et « eux » créent des barrières entre les familles, entre les communautés dans les réserves

qui appartiennent à la même nation, entre les nations voisines, entre les autochtones urbains et les ruraux/dans les réserves, les autochtones/occupants/nouveaux arrivants, lesbiennes, gay, bisexuels, trans* et queer (LGBTQ), et entre les femmes autochtones, les hommes et les membres de nos familles two-spirit[1].

Les projets de renouveau commencent souvent avec des compréhensions « traditionnelles » des hommes et des femmes, de leurs « sacrosaintes » responsabilités et façons d'être cisgenres qui y sont attachées. Alors nous devons nous demander : en quoi cela s'éloigne de mes parents autochtones qui ne rentrent pas dans ces cases ? Le moment est venu de commencer à dénoncer l'hétéropatriarcat partout où il réside.

Dans la dite Colombie-Britannique, la santé des jeunes qui ne correspondent pas aux cases hétérosexuelles ou homosexuelles, est la plus exposée aux risques d'être sans-abris, aux abus et au suicide (Saewyk, E. et.al., 2017). Nous ne pouvons pas regarder la pandémie nationale de suicides chez les jeunes au Canada sans examiner les tensions liées à la formation identitaire en matière de genre et de sexe. L'attachement autochtone, l'appartenance et la survie-vance[2], pas seulement la survie, mais la prospérité, sont au cœur de relations qui demeurent impactées par le trauma intergénérationnel pervers et les survivants des Ecoles Résidentielles Indiennes (IRS).

Cette expérience peut être particulièrement grave pour les personnes two-spirit, pourtant incroyablement résilientes (pour celles d'entre nous qui avons survécu), souvent laissées à la périphérie. Les personnes two-spirit doivent encore être publiquement acceptées et reconnues comme désirées ou aimées par chaque Organisation Autochtone Nationale telle que la Commission Vérité et Réconciliation

1 Dans cette méditation, j'utilise two-spirit comme un terme générique pour exprimer diverses expériences de fluidité de genre et de sexualités. Bispirituel est un terme qui a vu le jour à la fin des années 1990 pour englober les intersections de l'indigénéité, de la sexualité et du genre. L'identité two-spirit concerne les relations avec la famille, la communauté, la terre, l'eau, la spiritualité - nous sommes enracinés dans les résistances et les désirs historiques et continus de la souveraineté autochtone. Nous sommes aussi des Guerriers.

2 La prochaine collection co-éditée de Jeffrey McNeil-Seymour d'histoires two-spirit de survie (intergénérationnelle) explore des récits bi-spirituels de transformation et de résurgence pour interrompre la consommation académique et nationale de notre traumatisme, et pour interrompre ceux qui cherchent à effacer et ceux qui cherchent pour construire leur carrière sur nous.

ou l'Assemblée des Premières Nations[3] (au sein de laquelle seules quelques réserves marchent sur cette voie) – les corps ignorés en appellent à la communauté two-spirit pour que cela soit fait. Pour l'instant, le TRC a pris place à une audience de quinze dirigeants de communautés à travers le Canada qui a été facilitée par l'Egale Human Rights Trust in Tkaronto (Toronto). Nous avons compris que cette rencontre et notre récit signifiaient que nous allions être pris en compte dans les recommandations et dans le document final du TRC'Calls to Action – pour la première fois a été reconnu publiquement l'interruption forcée d'appartenance qu'ont entraîné les écoles résidentielles quant à la fluidité des genres et à la diversité sexuelle qui existaient avant les premiers contacts.

En voyant notre présent colonial dans ce lieu désormais connu comme le Canada par un prisme autochtone de réciprocité et de rapports relationnels avec nous-mêmes, avec nos familles, avec nos communautés, avec nos nations et ainsi avec la Terre, nous voyons qu'il y a des approches multidirectionnelle et générationnelle pour la réconciliation. La Réconciliation est pleinement placée sur les épaules des non-autochtones, et le travail d'Egale (Equality for Gays and Lesbians Everywhere) a été la première fois où j'ai assisté à la constitution d'une alliance par une organisation LGBTQ internationalement reconnue ; cependant, je reste un peu suspicieux sur la vérification des cases LGBTQ et l'acquisition d'honneur – Egale a été très transparent avec nous à propos de leur liste.

Two-spirit est manifestement différent de LGBT. En pensant au colon LGBT et sa singularité et ses interactions dans le temps et l'espace à Vancouver, je pense à l'assertion de Scott Morgensen selon laquelle les corps autochtones ont été marqués en tant que queer et par conséquent condamnés à mort (à des politiques mortifères). Je pense aux interactions que j'ai eues avec les homo-nationalistes regardant l'interruption opportune de Black Live Matter, avec la solidarité autochtone, des forces de police militarisées du Canada à la Marche des Fiertés de Toronto.Ce sont les gays et les lesbiennes cisgenres qui répondent « Finissez-en » et « Les Noirs sont juste enclins et responsables de leur propre et violente

3 Pendant l'edition, le chef national de l'APN, Perry Bellegarde, a participé au défilé de la Fierté de Toronto aux côtés de la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne et Justin Trudeau, ce qui a empêché la communauté two-spirit de Toronto de prendre la tête du défilé. On a dit à mes proches, pas demandé.

oppression », qui déplorent « L'exclusion ne promeut pas l'inclusion - #BlueLivesMatterToo! » Ils oublient commodément la guerre que le Canada livre contre les queers (ex : les raids de la police sur les bains-douches) (Kinsman and Gentil, 2013).

Le terme-parapluie LGBTQ dissimule des intersections complexes entre l'identité et le trauma intergénérationnel/historique ; les projets de justice sociale LGBTQ ne peuvent être remportés sur le dos des « autres » oppressés. Les lois autochtones de réciprocité sont un pilier des accords et traités historiques – prenez seulement ce dont vous avez besoin et rendez toujours. Est-ce que les LGBTQs connaissent leurs responsabilités issues des traités ? Leurs responsabilités territoriales ? Le nom du peuple sur le territoire duquel se situent leurs villages ? Diversité, égalité, équité et (in) action en fait.

Quand je pense à l'appropriation par Egale des voix Two-spirit et de celles de TRC, de la division des Two-spirit durant la Marche, je pense à l'éthique autochtone de réciprocité. Quand on marche dans Vancouver, on est contraint de ne pas voir les marqueurs et les événements autochtones et queer sur cette terre, mais est-ce le moment où la rencontre des colons avec les autochtones et les queer a cessé ?

En tant qu'activiste Secwepemc en première ligne, je dois encore assister à l'apparition de collectifs queer pour la terre autochtone et la protection de l'eau. (Montrez-vous, on a besoin de vous !) Les autochtones et autres racisés sont exoticisés, et les cases sont vérifiées dans des gestes parcellaires d'égalité – mais nous sommes toujours condamnés à mort. La politique mortifère canadienne sur la santé et le bien-être des two-spirit demeure enracinée, opérationnelle, contrôlée, surveillée, et reproduite par l'élite coloniale queer, comme l'a prouvé la recherche du Dr. Cameron Green-Smith dans le secteur du service LGBTQ de Toronto publiée en 2013 qui révèle que 70% des travailleurs en première ligne (les gays et lesbiennes blanc.he.s, i.e., l'élite coloniale queer) refuse le service aux personnes two-spirit à cause de préjugés stéréotypés.

Les personnes two-spirit ne seront pas les dommages collatéraux de l'action renaissante ou effacées de celle-ci comme elles l'ont été par le TRC. La décolonisation est un processus de franc-parler, centrée sur le cœur et ne ressemble pas à une hétéro-patriarchie Indigénéisée. Cette

méditation ne concerne en aucun cas l'oppression des Jeux Olympiques, mais c'est certainement un appel à assurer que les chemins devant nous, dans une nation et une communauté révisées, soient décolonisés, équitables et souverains.

Jeffrey McNeil-Seymour *est membre d'une bande de Tk'emlúps te Secwepemc et d'une famille élue au Traditional Family Governance Council for the Stk'emlupsemc te Secwepemc Nation. Il enseigne à l'Université Thompson Rivers (TRU) à la Faculté d'Education et de Travail Social. Son principal cours est sur la pratique du travail social de décolonisation aborigène. Il contribue régulièrement à la communauté internationale two-spirit à travers l'écriture, l'art et d'autre(s) activisme(s) et il commencera son travail doctoral à l'hiver 2018 à travers un programme de groupe et un partenariat entre la TRU et l'Université de Technologie d'Auckland à Aotearoa (en Nouvelle-Zélande) – décentrant sa pratique de travail sociale avec la terre Secwepemc et des pédagogies fondées sur la spiritualité.*

L'UNIVERSITÉ DE DECHINTA BUSH : UNE ÉDUCATION FONDÉE SUR LA TERRE ET LE RENOUVEAU AUTOCHTONE

Glen Coulthard

Université Dechinta Bush

Au cœur du colonialisme se trouve la séparation violente entre nos peuples et nos relations sociales à la terre. Aucune éducation qui tend à la décolonisation ne doit se confronter à cette violence – et l'une des meilleures façons de le faire est de réintroduire et replacer les peuples autochtones sur leurs terres avec des détenteurs du savoir experts pour le vivre. C'est l'idée sous-jacente à l'Université Dechinta Bush, une institution qui travaille en collaboration avec ma Première Nation Yellowknives Dene, un autre peuple autochtone dans le Nord et l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) qui offre un programme en éducation autochtone fondée sur la terre après le secondaire.

La première chose que vous découvrez à Dechinta est que chacun a quelque chose à apprendre et que chacun a quelque chose à enseigner. Le curriculum inclut la colonisation et la décolonisation, la loi autochtone et les langues, la construction de communautés durables. Cela signifie non seulement lire la théorie politique autochtone, mais aussi apprendre comment tanner des peaux d'élan, chasser, piéger et récolter des médicaments. Vous apprenez au sein d'un cercle de feu avec des Aînés et des chefs. Les étudiants et la faculté amènent leurs enfants pour un camp immersif en extérieur de culture/langue afin que les familles apprennent collectivement, avec nos enfants et Aînés qui nourrissent nos conversations et nos actions, et nos communautés semestrielles ressemblent à de réelles communautés, avec des enfants aussi jeunes que dix-huit mois et des Aînés aussi âgés que 94 ans.

L'objectif est de fournir un modèle d'éducation qui promeut une véritable auto-détermination et une décolonisation des peuples autochtones du Nord. A l'instar d'une professeure au campus de l'UBC à Vancouver en Etudes des Premières Nations et le Département de Sciences Politiques, et de quelqu'un qui a été instructeur à Dechinta au cours des six dernières années, je suis parvenue à comprendre le besoin des institutions comme celle-ci à un niveau essentiel. A l'UBC, nous essayons de créer les reconnexions à notre culture et à nos territoires traditionnels dans le but de formuler une analyse critique de notre présent colonial et de ses effets dans le Nord. Nous en venons à comprendre que ce qu'il y a de mauvais dans les formes de l'économie coloniale et du développement politique est qu'elles oblitèrent ces relations de réciprocité à la base d'une relation à la terre.

Mais vous ne pouvez pas aller aussi loin en enseignant seulement une sorte de chemin cognitif à travers principalement des sources et des littératures « traditionnelles » que vous utilisez à l'université. En tant qu'instructeur à Dechinta, j'ai réalisé que je n'avais pas réellement compris la critique du capitalisme proposée par les Dene dans les années 1970 jusqu'à ce que j'entame cette sorte de relation expérimentale à la terre grâce à des pratiques fondées sur la terre. J'ai appris autant que j'ai pu dans les archives, en parlant avec les gens, et en lisant sur l'histoire de la période, mais ce n'est seulement que quand j'ai commencé à m'impliquer dans le réapprentissage de ces pratiques et à me réimpliquer moi-même dans ces relations sociales à la terre et au lieu que j'ai compris d'une façon plus concrète et incarnée ce qu'il y avait de mauvais dans les formes de développement économique qui sont devenues dominantes dans le Nord et ailleurs. L'expérience Dechinta ne fournit pas un plus à l'éducation du sud ; c'est son nécessaire achèvement.

Les conséquences de l'enseignement et de l'apprentissage à Dechinta peuvent être radicales, mais nous sommes loin d'être des renégats lâchés dans des territoires, et nous déterminons certaines des expériences éducatives les plus radicales et transformatrices que nous pensons appropriées. Nous travaillons dans un esprit de réciprocité, avec un engagement et un apport de la communauté. Les Aînés sont des professeurs, je dirais même plus que les professeurs et instructeurs d'université qui viennent du Sud, moi inclus.

Selon moi, à un niveau personnel, travailler au Nord avec une communauté sur un programme comme celui-là est crucial car il me permet de rentrer chez moi et d'amener avec moi mes enfants. Je vis à des milliers de kilomètres, donc c'est important pour moi d'inclure mes enfants aussi souvent que je le peux. La nature collective de l'éducation et de la protection des enfants à Dechinta est importante car c'est une expression contemporaine de ce que nous avons toujours fait.

Quand d'autres personnes autochtones voient le succès du programme elles demandent souvent si c'est transférable – cela peut-il fonctionner sur leur territoire ? L'acquisition ou la ré-acquisition de la terre peut être plus difficile ou impossible dans certaines parties du pays, et je pense que nous devons concéder que cela puisse être plus difficile en fonction des structures qui existent, des densités de populations, et de

l'ampleur avec laquelle le discours colonial et la structure de dépossession nous ont minutieusement effacés de ces espaces. Mais nous ne devrions jamais concéder que cela soit impossible. C'est souvent comme çà que cela est dépeint, c'est la façon dont l'ennemi pose en principe les revendications autochtones : parce que les peuples autochtones ont été tellement impactés par le colonialisme, parce que le colonialisme a été tellement en profondeur, qu'il est devenu une idée si absurde de penser que nous pourrions corriger cela. C'est une sorte de prophétie qui s'auto-perpétue – le colonialisme nous a tellement atteint et a été si profond que nous n'avons plus de revendication légitime de justice contre lui. Nous devons concevoir, nous devons faire des compromis, tout ce genre de choses, tout çà ce ne sont que d'autres moyens pour nous dire que nous ne devrions même pas oser rêver à une vie meilleure.

L'autre différence qui tend à ouvrir une discussion sur une éducation fondée sur la terre est celle entre les expériences urbaine et rurale en relation avec la décolonisation et la colonisation. Je pense que celle-ci doit être rompu, non seulement parce que les terres autochtones sont aussi des villes mais parce que l'expérience de la colonisation a été, si vous la regardez par un prisme historique plus large, très similaire. Les peuples autochtones ont été dépossédés de leur territoires. Cela a été essentiel dans la construction des cités et l'urbanisation. Une fois que vous êtes déplacés de la terre, et une fois que vous êtes déplacés de la base territoriale qui vous est réservée, vous devez aller ailleurs – et c'est souvent dans des centres urbains construits sur votre terre ou la terre volée de quelqu'un d'autre. Çà a été une caractéristique constitutive de ce que Marx a nommé l'accumulation primitive, la dépossession, la prolétarisation, la création du marché – mais aussi la réorganisation géographique et spatiale de populations à travers une urbanisation ultérieure. Et maintenant ce processus très colonial (selon les propres termes de Marx) dévore encore les espaces autochtones dans les villes à travers la gentrification des quartiers de proximité dans lesquels nous habitons.

Donc ce cycle constant de dépossession et de violence, de dépossession et de déplacement, est arrivé aux peuples autochtones tant dans les villes que dans les terres. Et, en effet, ils sont structurellement liés.

Donc, quand nous pouvons commencer à regarder cela en tant que peuples autochtones, nous pouvons commencer à construire un mouvement plus effectif qui reconnaît ces similarités, que ce que nous sommes en train de combattre est essentiellement la même chose. Si nous reculons juste un peu, nous devrions arrêter de nous affronter les uns les autres car les expériences que nous considérons comme si différentes, ne le sont pas.

La question qui revient encore et encore dans des institutions en cours d'élaboration comme Dechinta est la question de la durabilité financière. C'est une question très pragmatique et réelle qui doit être posée. Mais en même temps, aucun centre d'apprentissage autochtone, par sa nature profonde, n'a besoin d'être localisé et décentralisé. L'éducation fondée sur le lieu n'est pas aisée à universaliser. Cela demande un travail acharné et de la précision. Vous ne pouvez pas simplement le disséminer, en un modèle de programme homogène, et Dechinta reconnaît cela.

Il y en a aussi qui interrogent l'authenticité autochtone de Dechinta en raison de sa connexion à une grande université du Sud. C'est évidemment une question rusée car cela joue couramment sur le fait que pour être reconnu, vous devez ressembler à la structure de pouvoir qui vous reconnaît. La reconnaissance, comme toujours, a une forme de force assimilatrice.

Mais jusque-là Dechinta a maintenu avec succès son autonomie et son intégrité dans son programme en restant fondée sur les traditions autochtones de pensée et de pratique. Aucun programme éducatif dans le Nord tend à faire passer les étudiants dans une économie de ressources non-renouvelables, qui exploite et qui est une antithèse des types de relations sociales que nous apprenons quand nous nous engageons dans ces pratiques fondées sur la terre et cette forme d'éducation. Donc, comme avec toutes les politiques de reconnaissance, la reconnaissance est dans une réelle tension avec les objectifs de décolonisation de programme comme celui-là.

Bien qu'il ne puisse pas y avoir d'approches à l'emporte-pièce et que des programmes tels que Dechinta doivent toujours défendre leur propre intégrité par rapport aux institutions auxquelles ils sont associés, le fait est que l'une des déclarations les plus communes des étudiants

qui ne sont pas Yellowknives Dene qui prennent ce programme est : « Je souhaiterai qu'il y ait quelque chose comme cela là d'où je viens ». Ou : « Comment pouvons-nous établir quelque chose comme cela dans notre territoire ? ».

Cela révèle le besoin réel et le désir fort d'une éducation vraiment renouvelée, décolonisatrice, fondée sur la terre. Dechinta ne peut pas être un modèle clé en mains, mais il peut être une inspiration. Nous invitons les personnes autochtones à venir apprendre de nous et à prendre de nous ce qui est utile et, dans l'esprit du lieu, nous serons aussi heureux d'apprendre ce que vous pouvez nous enseigner.

Glen Coulthard *Glen Coulthard (docteur – Université de Victoria) est membre de la Première Nation Yellowknives Dene et un professeur associé au programme des Premières Nations et des Etudes Autochtones et au département de Science Politique. Il a écrit et publié un grand nombre d'articles et de chapitres dans le champ de la pensée et de la politique autochtone, en théorie politique contemporaine, et dans la pensée sociale et politique radicale. Son livre* Red Skin, White Masks: Rejecting the Colonial Politics of Recognition *(University of Minnesota Press), a été publié en août 2014 et acclamé par la critique.*

S'INTERNATIONALISER POUR DÉCOLONISER

Nicole Schabus

Nicole Schabus

Je suis arrivée sur les territoires autochtones de l'Amérique du Nord en provenance d'Europe, de l'Autriche, un pays avec une terrible histoire de racisme, bien pire durant la Seconde Guerre Mondiale : l'Holocauste a eu lieu sur cette terre. Je peux vous assurer que cette histoire affecte les générations futures ; cela vous fait douter de votre propre aptitude et de celle des personnes que vous aimez. Tôt cela m'a fait m'interroger. Aurais-je été juste l'un des suiveurs ou me serais-je levée contre notre société en train de déshumaniser totalement un autre peuple et, ce faisant, nous-mêmes ?

Personne ne m'a plus appris sur la résistance face à l'oppression que les peuples autochtones, y compris certains de mes amis autochtones avec lesquels j'ai étudié en Australie et des peuples autochtones avec lesquels j'ai travaillé en Amérique latine. J'ai eu le privilège de travailler et de vivre auprès du leader Secwepemc Arthur Manuel, un avocat de premier plan pour les droits autochtones à la terre. Si nous sommes sérieux à propos de la décolonisation, le point de départ doit être que la terre est la terre autochtone. C'est aussi reconnu au niveau international, où les instances internationales sur les droits humains comprennent le passé et le présent coloniaux canadiens et appellent à la reconnaissance des droits à la terre autochtones. J'ai assisté à des efforts de lobbying internationaux où les peuples autochtones étaient traités comme les propriétaires de leur terre, aussi par des représentants d'autres états-nations. C'est seulement au sein du Canada que le gouvernement fait sentir aux peuples autochtones qu'ils sont sans terre sur leurs propres territoires.

C'est une des raisons pour lesquelles il est si important d'aller à l'international. C'est seulement en affirmant leur position à l'international et en interagissant avec d'autres nations que les peuples autochtones peuvent affirmer leur nationalité. Arthur Manuel disait : « Vous devez arrêter de pleurer sur l'épaule du gars qui a volé votre terre ! ». Il dirait à son peuple qu'il ne sert à rien d'aller à Ottawa. Au lieu de çà il a apporté le message à Washington, D.C., dans le contexte de la dispute pour le bois tendre de charpente, aux Nations Unies à New York et à Genève, et dans beaucoup d'autres forums internationaux. J'ai travaillé avec lui à tous ces forums et je l'ai écouté faire ses plaidoyers passionnés, mais je ne l'ai jamais vu parler avec plus d'amour et d'attention ailleurs qu'à Neskonlith Band hall, dans sa communauté, où ses enfants et

petits-enfants vivent. Il serait toujours rentré à la maison et aurait fait son rapport à sa famille, ses Aînés, son peuple. Ils comprenaient l'importance du travail à un niveau international..

La principale raison pour laquelle Arthur Manuel a été à l'international était de maintenir son peuple, spécialement sa terre et les défenseurs de l'eau, en sécurité. Quand nous sommes rentrés d'une de nos premières campagnes internationales, les femmes Secwepemc et les Aînés avaient installé un camp à Skwelkwek'welt contre l'expansion de la station de ski de Sun Peaks.

En tant que vrai leader, il s'est tenu derrière son peuple, spécialement les femmes, et les a soutenues. Nous avons été dans des organes de contrôle internationaux des droits humains et avons rendu la question de la terre internationale.

Personne ne comprenait mieux qu'Arthur Manuel que les droits autochtones avaient une dimension économique, sociale, culturelle et environnementale. Nous avons fait du lobbying auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce et de la NAFTA et avons eu des propositions acceptées en argumentant que la non-reconnaissance du titre d'autochtone est une subvention marchande, car dû aux lois et politiques du gouvernement, les sociétés n'ont pas à payer les propriétaires des ressources autochtones. Il a fait comprendre clairement aux personnes non-autochtones à qui il parlait que les droits autochtones étaient des droits ancestraux, enracinés profondément dans leurs territoires, et que cette connexion profonde, le titre sous-jacent ou radical des peuples autochtones à leur terre, devait être reconnu. Il leur a aussi bien fait comprendre que cela constitue une fondation bien plus solide sur laquelle baser le Canada que les doctrines coloniales de la découverte et la revendication selon laquelle le titre de la Couronne est le titre sous-jacent au Canada. Ce dernier est du colonialisme pur, et il en est de même pour les doctrines et les lois que le Gouvernement du Canada et que les cours ont soutenu.

Le remède international contre le colonialisme est le droit à l'auto-détermination. Et il ne peut pas y avoir plus longtemps de débat sur le droit à l'auto-détermination des peuples autochtones. Depuis des décennies le Canada a essayé de nier que les peuples autochtones avaient ce droit, qu'ils ne sont pas des « peuples » avec leur droit à

l'auto-détermination protégé par l'International Covenants on Civil and Political Rights (ICCPR) et par l'International Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR), reconnus conjointement comme les traités de décolonisation. Ils ont inscrit dans la loi internationale le processus de décolonisation qui a été lancé en Afrique et en Asie. Le Canada est l'un des signataires de ces traités internationaux sur les droits humains et est tenu par ses obligations. Encore en tant qu'état colonial colonisateur, le Canada voulait nier que les peuples autochtones figuraient en tant que peuples dans le droit international.

Voilà pourquoi il est si important de toujours faire référence aux peuples autochtones avec un s, à moins que vous ne soyez juste en train de faire référence à une nation ou une personne spécifique.

La Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (UNDRIP) est devenue l'instrument international sur les droits humains le plus longuement négocié de l'histoire, en partie du à l'opposition forte des états coloniaux colonisateurs, au premier rang desquels le Canada, les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, spécialement eu égard au droit des autochtones à l'auto-détermination.

Cela est maintenant garanti dans l'Article 3 de la UNDRIP, qui reproduit l'Article 1(1) du ICCPR et ICESCR et précise que ce droit s'applique aux peuples autochtones. Même si depuis, ces quatre mousquetaires ont changé leur position sur l'UNDRIP, il y a un consensus international selon lequel le droit s'applique aux peuples autochtones et il ne peut pas être nié plus longtemps. Au contraire je soutiendrais que cela constitue désormais un principe obligatoire du droit international, et au-dessus de cela, le Canada est tenu par les traités internationaux comme l'ICCPR et l'ICESCR de garantir le droit. Le droit à l'auto-détermination est le droit générique global ; beaucoup de son essence est ensuite énoncé plus loin dans l'UNDRIP, eu égard aux droits à la terre, à la gouvernance et au consentement préalable informé des autochtones (PIC). Ce dernier principe est aussi de plus en plus garanti dans des accords environnementaux multilatéraux qui reconnaissent le PIC autochtone et donc le pouvoir de prise de décision autochtone eu égard à l'accès à leurs terres et à leurs ressources ; et si un tel accès doit être garanti, il doit être sujet à une rémunération ou à un partage de bénéfices.

Il est clair qu'inclure les peuples autochtones en tant que preneurs de décisions et respecter leur savoir, qui est l'un des savoir le plus viable en considération des territoires respectifs, assurera davantage de développement durable économiquement, culturellement et environnementalement. Cela signifie de passer de 0,2% de la base territoriale du Canada que représentent actuellement les réserves indiennes qui consacrent une économie de marginalisation et de pauvreté, à un pouvoir de décision sur les autres 99,8% ou l'autorité territoriale réelle des autochtones sur leurs terres et leurs ressources.

Arthur est toujours revenu sur la dimension de droits humains qu'ont les droits autochtones car il voulait que les colons canadiens comprennent que ce processus de décolonisation est aussi profondément connecté à leurs droits.

Il disait aux colons : « Si vous reconnaissez notre droit collectif à nos terres et territoires et notre pouvoir de décision dessus, nous reconnaîtrons votre droit humain à rester ici sur nos territoires ».

Il aurait plaisanté, à sa façon attachante qui fait tomber des barrières, de savoir qu'« ils ne veulent pas que vous retourniez d'où vous venez. Vous êtes là depuis trop longtemps. Vous avez le droit de rester ici pourvu que vous reconnaissiez que cela est nos terres et que nous avons notre mot à dire dessus ».

Le message qui retentissait de ses dernières paroles était que le travail conjoint des personnes non-autochtones avec les peuples autochtones, assurerait un avenir meilleur aux générations futures, car c'est la meilleure façon de mettre en relation et se connecter à la terre sur laquelle nous vivons et de sauver la terre, dont nous dépendons tous, de la destruction et de l'aliénation à venir.

***Nicole Schabus** est une professeure assistante en droit à l'Université Thompson Rivers. Elle a travaillé pour des peuples autochtones en Amérique Latine et à travers le Canada, spécialement dans la Colombie -Britannique intérieure. Nicole a pratiqué le droit en Colombie-Britannique dans les domaines constitutionnel, criminel, aborigène et en droit environnemental. Elle fait aussi des rapports et analyse les négociations environnementales internationales, principalement sous la Convention sur la Diversité Biologique. Elle a assisté à la préparation des propositions pour de nombreux organismes sur les droits humains des Nations Unies pour des organisations avec un statut consultatif avant les Nations Unies. Elle a rédigé des propositions de mémoires pour les peuples autochtones qui ont été acceptées par l'Organisation des Nations Unies et les tribunaux de commerce internationaux de la NAFTA.*

III

LE CHEMIN VERS LA RÉCONCILIATION

A PARTIR DU DISCOURS DE L'ASSEMBLÉE DE 2017

Sénateur Murray Sinclair

Il y a quarante ans, lors de mon premier jour de droit, j'étais assis dans un cercle de discussion avec des camarades de classe et nous nous demandions pourquoi nous faisions du droit. Certains disaient vouloir gagner beaucoup d'argent. Certains voulaient changer le monde. Et d'autres voulaient devenir célèbres en tant qu'avocat ou conseiller. Mais moi, je voulais seulement comprendre – je voulais comprendre pourquoi je ne connaissais pas les lois de mon peuple. Je voulais savoir pourquoi le Canada ne connaissait pas les lois de mon peuple et pourquoi nous ne pouvions pas nous définir par nous-mêmes. Je voulais savoir pourquoi je ne pouvais pas parler dans la langue de ma grand-mère ou connaître l'histoire et les traditions de mon peuple – les Anishinaabe. Je voulais savoir pourquoi ma grand-mère, à côté de tant d'autres, croyait qu'elle était en quelque sorte en train de me sauver la vie en ne m'enseignant pas ces choses.

Je voulais savoir pourquoi et comment en 1913 ma famille et mes voisins ont pu être déplacés par la force de leurs terres traditionnelles, depuis les terres d'agriculture principales jusqu'au long de la Red River. Depuis la réserve même, que la Couronne avait accepté de mettre de côté pour notre peuple en 1870, près de quarante-trois ans plus tôt, et être obligé de marcher deux cents miles[1] au nord jusqu'à une terre marécageuse inondable, pratiquement inhabitable, et inutilisable loin au nord – pour vivre là à jamais. Je voulais savoir pourquoi et comment mon grand, silencieux et fort grand-père avait pu être capable de résister à ce déplacement forcé et rester dans sa ferme. Et pourquoi et comment quelques autres familles avait été capables de le faire également, en dépit de la mobilisation de l'armée pour en déplacer d'autres. Je voulais savoir pourquoi le déplacement de notre peuple n'avait jamais été enseigné dans les écoles des terres mêmes d'où mon peuple avait été déplacé.

Je voulais savoir pourquoi ma mère, jeune et belle, était morte à l'âge de vingt-cinq ans de la tuberculose, une maladie qui a tué notre peuple par milliers, et que peu de familles de mes amis non-autochtones ont déjà eue. Je voulais savoir pourquoi ma grand-mère, sérieuse et sévère, qui nous a pris après la mort de ma mère pour nous élever alors qu'elle avait soixante-trois ans et que mon grand-père a près de soixante-dix ans, n'a pu grandir dans la maison de sa propre mère. Pourquoi avait-elle été élevée dans un couvent par des nones, contrairement à ses sœurs

1 Plus de trois cents kilomètres

en apparence idiotes, que nous appelions « les grosses tantes », dont l'énergie du rire envahissait notre petite maison quand elles nous rendaient visite chaque été.

Je voulais savoir pourquoi ma grand-mère et mon père, ainsi que mes oncles et mes tantes qui avaient été dans les écoles résidentielles, n'en avaient jamais parlé. Contrairement aux parents de mes amis non-autochtones, qui adoraient raconter des histoires sur leurs professeurs et leurs camarades de classe et qui tenaient des réunions au lycée. Je voulais en savoir plus sur le sentiment d'injustice qui avait accompagné tous les adultes dans ma vie, dans ma famille, dans ma communauté, comme une épée et un bouclier prêts à être brandis à tout moment, au moindre affront, coup d'oeil ou mot. Je voulais savoir si quoi que ce soit pouvait être fait quant à ce sentiment ou si nous allions passer le reste de nos vies en conflit virtuel par moment réel avec nos amis non-autochtones et voisins. Je voulais savoir si toutes les choses que ma famille avait vécu étaient arrivées à d'autres. Et c'est pour çà que j'ai été à l'école de droit – je voulais savoir pourquoi et je voulais savoir ce que je pourrais faire à ce sujet.

J'ai dédié ma vie à ce processus de découverte et cela n'a pas été facile, mais comme vous le savez j'ai partagé ces fardeaux, aussi bien que ces joies, avec beaucoup de personnes le long de la route. J'ai vu beaucoup de choses incroyables et été le témoin de quelques développements incroyables au cours des années. J'ai personnellement souffert, des énormes trous laissés dans mon cœur depuis la perte de membres de ma famille et de certains de mes grands amis partis trop tôt. Je pleure à l'intérieur à chaque fois que j'entends qu'une jeune personne autochtone s'est ôtée la vie car le désespoir était devenu trop intense pour lui ou pour elle. Mes peurs pour mes nièces, mes filles, et ma femme, mes sœurs et mes tantes s'accroissent à chaque fois que je lis des articles de journaux consacrés à une nouvelle disparition ou à l'assassinat de femmes ou filles autochtones. Et même si je ne les connais pas, un morceau de mon cœur est arraché, et mon sentiment de rage qui est d'une manière ou d'une autre connecté à notre passé colonial et raciste augmente. Et je comprends pourquoi mes oncles et mes tantes ont porté ce sentiment d'injustice que j'ai mentionné comme une épée et un bouclier.

Mais j'ai aussi vu une grande force et résilience chez les Aînés et les urvivants qui ont survécu au passé génocidaire avec des cœurs toujours emplis d'amour pour leurs familles et les vôtres – respect pour les innocents qui n'étaient pas mêlés à çà, et espoir pour l'avenir. J'ai partagé beaucoup de temps avec eux et ils m'ont porté depuis mon gouffre de rage et de désespoir, pour que je puisse partager le savoir et apprécier la joie et l'excitation de jeunes gens tels que vous sur la rive de la grandeur. Ils m'ont fait voir ce que nous pouvons changer. Ils m'ont fait voir que je peux changer.

Au cours de la majeure partie de ma vie, j'ai lutté aux côtés de de mon public grandissant avec ces responsabilités personnelles, et je dois dire avoir été constamment confronté à la culpabilité de l'incapacité alors que je voyais qu'aucun changement n'arrivait quant à ces choses que j'ai crues importantes durant toutes ces années. Mon processus de découverte a mis au jour beaucoup de choses douloureuses, non seulement pour moi, mais aussi pour ce pays.

Pour parler franchement, le Canada ne peut tirer nulle fierté du traitement qu'il inflige aux peuples autochtones. Néanmoins, j'ai le sentiment que nous sommes à l'orée de quelque chose de spécial dès lors que ce pays fera face à notre histoire, et vous êtes à la veille de cela.

Depuis que nous avons publié le rapport de la Commission Vérité et Réconciliation et de nos Appels à Action, j'ai été inspiré par la réaction du public à l'écoute de ce que nous avons dit, et par les efforts de tant de franges de la société pour travailler à rendre les choses meilleures.

la nouvelle génération de professionnels et d'universitaires peut voir qu'ils ne sont pas seulement les porteurs des fardeaux de l'histoire, mais qu'ils bénéficient aussi de notre nouvelle prise de conscience. Ils ne sont pas juste les héritiers du legs douloureux du passé, ils sont aussi les héritiers de la prise de conscience et de la connaissance du pourquoi et du comment avec lesquels les choses sont arrivées. Ils sont ainsi un cadre pour définir les nouvelles relations entre le Canada et ses peuples autochtones. Voici la rive de l'avenir sur laquelle nous sommes assis.

Armés de ce savoir, nous allons maintenant nous tourner vers vous afin de continuer cette conversation de réconciliation qui a commencé. Nous allons nous tourner vers eux afin de mettre en mouvement notre

pays dans un sens nouveau et sincère. Pour nous débarrasser de ce manteau de douleur et de honte, et marcher avec les peuples autochtones du Canada vers un avenir où nos enfants seront capables de parler à et de chacun d'une façon plus respectueuse.

On doit croire en faisant quelque-chose à propos de cette histoire, on fait une chose droit, et on doit etre sans peur en faisent les chose qu'on peut. Ce n'est pas le temp d'etre timide. C'est le temps pour les audacieux. Et je vous invite à vous joindre à moi dans ce défi. Je vous invite d'avancer et laissez-nous oser beacoup ensemble.

[Traduction d'une transcription de Charlotte Munroe]

Le Sénateur Murray Sinclair *a été co-directeur de la Commission sur la Justice Autochtone dans le Manitoba et rapporteur en chef de la Commission Vérité et Réconciliation (TRC). En tant que responsable du TRC, il a participé à des centaines d'audiences à travers le Canada, culminant dans la délivrance du rapport de référence du TRC en 2015. Auparavant, le Sénateur Sinclair a exercé au système de justice dans le Manitoba pendant plus de vingt-cinq ans. Il fut le premier juge aborigène nommé au Manitoba et il était très actif dans la profession et dans sa communauté. Il a gagné de multiples prix, dont le National Aboriginal Achievement Award, le Manitoba Bar Association's Equality Award (2001) et son Distinguished Service Award (2016), et il a reçu un doctorat honorifique de huit universités canadiennes. Le Sénateur Sinclair a été nommé au Sénat le 2 avril 2016.*

LA DÉCOLONISATION, C’EST REPRENDRE NOTRE POUVOIR

Pamela Palmater

Tannis Nielsen

InLes nations autochtones sur la Grande Ile de la Tortue (ce à quoi nous faisons maintenant référence sous les termes Canada, Etats-Unis et Mexique) ont vécu certains des actes de la violence génocidaire les plus longs de l'histoire du monde. Les colons européens et leurs gouvernements coloniaux ont colonisé les territoires et les peuples autochtones avec une telle force mortelle qu'ils sont parvenus à réduire les populations autochtones par millions. Les assassinants d'hommes, de femmes et d'enfants autochtones, et même de ceux qui n'étaient pas encore nés, ont tous été commis dans la quête coloniale d'un bien-être et d'un pouvoir immérités : le vol de leurs terres et de leurs ressources naturelles, et le contrôle des nouvelles routes de commerce. Le puissant mythe propagé par l'état selon lequel la colonisation a été bénigne, bien-intentionnée, inévitable et dans le passé, n'a pas seulement effacé de l'histoire la culpabilité des états face aux politiques génocidaires qui visaient à éliminer les « Indiens », mais a aussi rendu invisible notre souffrance collective dans le présent. Cela offre un défi pour les efforts de la décolonisation autochtone visant à la fois à résister à la colonisation en cours et aussi à entreprendre des efforts de renouveau visant à revitaliser les cultures autochtones, les lois et les systèmes de gouvernance dans et sur nos territoires.

En général, quand les gouvernements fédéraux, provinciaux et municipaux, les médias principaux, les commentateurs publics et même certaines institutions éducatives reconnaissent les atrocités de la colonisation dans l'ensemble, ils tendent à le faire comme s'il s'agissait d'un legs – un triste chapitre du passé du Canada, un passé qui pourrait être collectivement reconnu et rapidement oublié après des excuses en larmes. Il y a un désir politique urgent à ce que les peuples autochtones « en finissent juste avec çà », malgré le fait que la colonisation continue à utiliser les mêmes méthodes mortelles. Aujourd'hui, alors que de nombreuses promesses politiques d'une relation renouvelée existent, le but de l'assimilation autochtone et de l'intégration dans la « société canadienne » demeure la base des banalités de la réconciliation sous-jacente au nouveau partenariat en cours. Même l'incitation à aller de l'avant entrave notre capacité à obtenir la vérité sur le legs génocidaire du Canada mis en évidence et défendu afin d'obtenir réparation. La

course pour aller de l'avant relève davantage du maintien du pouvoir au statu quo et de la garantie que l'exploitation économique de nos territoires continuera sans interruption.

Alors que nous pourrions renforcer nos familles, nos communautés et nos nations avec des informations critiques et des analyses, les réseaux de communication du gouvernement vont plus vite et interprètent nos mots pour les adapter à leurs agendas politiques.

Les officiels publics ont fait leurs nos appels à la décolonisation dans des annonces pour promouvoir des formes de réconciliation plus superficielles telles que changer le nom des immeubles, coter notre art, ou porter des vêtements avec des dessins culturels autochtones au Parlement. Pendant ce temps, les questions de crise auxquelles font face beaucoup de peuples autochtones qui résultent directement de la colonisation historique et en cours demeurent non posées. Beaucoup de Premières Nations ont les indicateurs socio-économiques les plus bas du Canada et certains des taux de suicide les plus élevés du monde.

Il n'y a rien dans les échanges sur la réconciliation qui ne présentent ces multiples crises qui se chevauchent – au lieu de cela, les Premières Nations sont sujettes à des programmes et des services sociaux controlés au niveau fédéral et souffrant de sous-financements chroniques qui n'augmentent ni avec l'inflation, ni avec les coûts de la vie ou ni même avec la démographie à la hausse. En dépit du nombre d'alarmes lancées par les rapports de recherche, les commissions, les affaires de justice, les officiers fédéraux comme le Vérificateur Général et le Bureau de l'Enquêteur Correctionnel, et les instances des Nations Unies aux droits humains, le Canada alterne entre les gouvernements qui approfondissent les coupes de financement et ceux qui effectuent des augmentations mineures ne répondant jamais aux besoins actuels.

En plus de la pauvreté, du mal-logement, du manque d'accès à l'éducation et à l'emploi, du manque d'accès à la protection de santé et à l'eau potable, et des taux élevés de meurtres et de disparitions, l'impact de la colonisation sur les enfants autochtones est particulièrement profond. Statistiquement, la jeunesse autochtone fait face à un taux plus élevé de risque d'être incarcérée que d'avoir une éducation universitaire. Alors qu'ils ne sont que 4% de la population du Canada, les enfants autochtones représentent 48% des enfants en familles d'accueil ; 38%

de la mortalité chez les jeunes est dû au suicide, 60% des enfants autochtones vivent dans la pauvreté, et près de la moitié des admissions en centres de détention correctionnelle sont des jeunes autochtones. Les enfants autochtones souffrent deux fois plus de la mortalité infantile, et souffrent de taux plus élevés de maladies respiratoires et infectieuses, de diabète et de blessures sévères. Ce qui a lieu actuellement tel que la dépossession de terre, l'oppression, le racisme institutionnalisé maintenu et défendu à tous les coûts – financier et humain – par les gouvernements canadiens successifs, est à la base de toutes ces réalités socio-économiques.

Certains peuvent se demander comment le Canada peut discriminer de façon si évidente les peuples autochtones, maintenir de telles lois racistes, ou rester muet face aux nombreuses crises qui ont attiré l'attention des médias au cours des dernières années. Leur première méthode a servi bien des gouvernements successifs : nier, tourner le dos, différer. Peu importe que les crises fassent les actualités, la première réaction du gouvernement est de nier le problème, sa sévérité ou d'être passif dans l'espoir que les médias abandonnent – ce qui est parfois effectif –. C'est pour cette raison que les Premières Nations ont du avoir recours au système de la Justice pour faire ressortir les questions en cours liées à un vaste nombre de problèmes, de la négation des droits issus des traités aux abus dans les écoles résidentielles. Cependant, les médias principaux restent parfois sur une histoire et le gouvernement est finalement obligé d'essayer de blâmer la Première Nation elle-même. Blâmer la victime est une tactique qui a effectivement été utilisée par les violeurs, les pédophiles et les criminels de guerre depuis des décennies. Cela a aussi été effectif pour les gouvernements canadiens alors que les médias jetaient leur dévolu sur les affaires sensationnelles et les allégations des chefs corrompus, les hommes autochtones abusifs et les manifestants dangereux au lieu de se concentrer sur la question en jeu.

Si tout le reste échoue, que les médias restent concentrés sur la question centrale en jeu, et que le gouvernement ne peut se dérober face à sa responsabilité aussi aisément qu'il l'espérait, alors leur dernière tactique est reportée. Ils défèreront le problème à un comité, une commission, une enquête, une table-ronde politique ou un projet de recherche à adresser un autre jour – en général quand ce gouvernement n'est plus au pouvoir. La plupart des rapports finissent par prendre la poussière

sur des étagères ; on nous laisse avec des milliers de recommandations pour changer ce qui n'a jamais été implémenté et le problème disparaît du discours public.

L'éducation publique est elle-même un défi quand les gouvernements s'agitent pour que leurs lois et leurs programmes laissent penser qu'ils font de grands progrès en posant des questions de longue date. Ce que le public ne parvient pas souvent à comprendre est qu'alors que les noms d'une loi spécifique, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative peuvent avoir changé au fil du temps, les objectifs de la politique du gouvernement au sujet des Indiens d'(1) obtenir les terres et les ressources autochtones et de (2) réduire les obligations financières pour les Indiens contractées dans les traités et dans les autres accords, eux, ne changent pas. La première méthode qui est aussi bien d'éliminer que d'assimiler les Indiens est même prouvée dans la plus moderne des politiques. Avec certitudes, nous pouvons objecter que les programmes et les politiques du gouvernement fédéral créent des conditions de vie qui conduisent à des décès prématurés chez les peuples autochtones et, qu'en l'état, ceux-ci peuvent être considérés comme constitutifs d'une politique moderne d'élimination au quotidien. Il a aussi été avancé que le maintien par le gouvernement fédéral de la formule de « l'Indien en voie de disparition » dans l'Loi sur les Indiens est une forme d'assimilation légale et politique qui va garantir dans le temps l'extinction législative de tous les Indiens au Canada. Cependant, les instruments de l'assimilation prennent de nombreuses formes, comme le curriculum d'éducation dans les écoles K-12 qui enseignent les langues et l'histoire française et anglaise, la promotion du Canada comme un état bilingue, et la primauté des lois canadiennes. Alors que certains pourraient soutenir que la loi canadienne protège les droits autochtones, leurs avocats non-autochtones, les juges et les forces de police garantissent que la souveraineté canadienne est suprême et qu'aucun des droits que nous avons ne sont subalternes à ceux des régimes coloniaux.

Le Canada travaille dur à se mettre sur la voie de la décolonisation réelle, qui signifierait un changement substantiel de pouvoir et de bien-être pour les peuples autochtones – quelque chose qu'aucun gouvernement n'a encore mis sur la table des négociations. Cela signifie que les peuples autochtones doivent s'engager dans cet exercice de la décolonisation dans un contexte qui est politiquement, socialement et légalement

complexe. Le pire, c'est lorsque les gouvernements parviennent à créer des divisions entre les « bons Indiens » et les « mauvais Indiens », « les chefs partenaires de bonne volonté » et les « chefs solitaires ». Comme tout ce qui est autochtone, la décolonisation devrait être un juste équilibre entre la résistance et la renaissance, à partir duquel nous dessinerions depuis les blessures causées par les procédés du gouvernement, des relations que nous réengagerions, celles qui nous ont nourries depuis des millénaires – avec la terre, l'eau, notre peuple et nos cultures.

Il n'y a pas une seule façon de le faire et nous devons accepter notre peuple où qu'il en soit dans le processus de décolonisation – certains ne sont même pas encore en train d'y penser, alors que d'autres sont pleinement engagés dans cette conversation. La partie difficile sera de prendre en compte certains de nos propres leaders et le rôle qu'ils jouent dans l'appui aux gouvernements coloniaux et à leurs processus qui blessent nos nations.

Nous diviser nous-mêmes selon les distinctions homme/femme, traditionnel/non-traditionnel, religieux/non-religieux, orateur/non-orateur, et membres sur/hors de la réserve sert seulement les intérêts des colonisateurs – non notre peuple ou nos nations. Nous devons nous oublier nous-mêmes comme ayant été colonisés et déposer correctement le blâme aux pieds des colonisateurs. Ce n'est pas de notre faute si certains d'entre nous ne parlent pas nos langues, ne vivent pas sur une réserve, ou n'ont jamais appris comment pratiquer la danse du soleil. Les colonisateurs et les missionnaires nous ont enseigné que nous étions des sauvages et des païens et ont appris à nos enfants à se haïr eux-mêmes dans les écoles résidentielles.

Ces mêmes messages ont été répandus à travers nos nations dans des formes encore plus insidieuses aujourd'hui dans l'intervention du gouvernement et les messages de haine des médias.

Nous devons nous assurer que le processus de décolonisation apprenne à nos enfants à être des penseurs critiques, qui travaillent à endiguer la diffusion de l'infection coloniale dans nos nations afin que nous puissions mettre plus d'énergie à nous faire renaître et à nous reconstruire. Ce ne sera pas facile, mais être les victimes des politiques génocidaires modernes est encore plus difficile. Notre peuple a survécu à tout ce que le Canada nous a fait. Nos ancêtres marchent à côté de nous alors que

nous revitalisons nos cultures et nos identités. La décolonisation consiste à réaliser que nous avons le pouvoir de reprendre ce qui est légitimement nôtre et à assurer un avenir aux générations futures.

Pamela Palmater *est de la nation Mi'kmaw et un membre de la Première Nation Eel River Bar. Elle a exercé en tant qu'avocate pendant dix huit ans et occupe actuellement la chaire de Gouvernance Autochtone à l'Université Ryerson. Pam est une activiste et fut l'un des portevoix, organisatrice et éducateur du mouvement Idle No More. Elle est bien connue en tant que commentatrice des médias et en tant qu'oratrice publique qui est souvent appelée au Parlement et aux comités des Nations Unies en tant qu'experte témoin des droits autochtones. Elle a de nombreuses publications à son actif dont ses livres* Beyond Blood: Rethinking Indigenous Identity et Indigenous Nationhood: Empowering Grassroots Citizens.

Ce manuel est inspiré d'une tournée de conférences, produite par la Federation of Post-Secondary Educators of BC (FPSE) et mettant en vedette Arthur Manual en 2016, moins d'un an avant sa mort prématurée en janvier 2017.

Arthur Manuel était l'un des stratèges les plus importants du mouvement autochtone au Canada et à l'étranger, et a été décrit comme le Nelson Mandela du mouvement pour son direction de principe et visionnaire.

La tournée d'Arthur Manuel en 2016 à inspirait beacoup d'intérêt dans les collèges et universités de la Colombie-Britannique autour de questions liées à la décolonisation des Autochtones. FPSE est fier de soutenir ce manuel en son nom, et, est également fier d'être associé aux écrivains et universitaires autochtones vraiment remarquables qui sont présentés ici.

Un merci spécial à Nicole Schabus, présidente du comité des droits de l'homme de la Thompson Rivers University Faculty Association, professeur de droit et partenaire à vie d'Arthur Manuel, pour avoir contribué à faire de ce manuel une réalité.